

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Le «nouvel ordre mondial», c'est toujours plus d'horreur et de massacres

### EDITORIAL

■ Alors que la bourgeoisie occidentale n'a dévoilé aucune image des tueries perpétrées par les "alliés" durant toute la guerre du Golfe, elle étale maintenant à profusion, obscènement, des visions d'horreur toutes plus insoutenables les unes que les autres sur les massacres puis sur l'exode des Kurdes ; de l'ONU aux Etats "civilisés", ces fripouilles veulent tous apparaître aujourd'hui comme les grands défenseurs de cette nouvelle grande "cause humanitaire" alors qu'hier, ils faisaient de tout l'Irak et du Koweït un charnier. Pourquoi ?

La bourgeoisie "alliée" vise d'abord à justifier sa guerre contre Saddam Hussein : c'est bien à un monstre, à un tyran sanguinaire, à un fléau pour l'humanité, qu'elle a eu affaire et qu'elle a eu "pleinement raison" de combattre puisqu'il se révèle aujourd'hui le bourreau de son propre peuple.

Mais elle s'évertue également à faire oublier que c'est elle qui porte l'entière responsabilité de ce déchaînement d'horreurs (voir article ci-contre).

Toute cette campagne humanitaire n'est qu'une farce sinistre et sordide dans laquelle la bourgeoisie déploie le plus odieux cynisme, l'hypocrisie la plus consommée, le machiavélisme le plus répugnant. C'est une énorme campagne d'intoxication idéologique.

Car cette campagne est en fait essentiellement dirigée contre la classe ouvrière, que la bourgeoisie tente de neutraliser au maximum aujourd'hui.

Cette campagne a pour objectif majeur de relancer la désorientation, le débousolement des ouvriers, d'accentuer leur sentiment d'impuissance face à la situation, largement développé par le déroulement de la guerre du Golfe. Même si, pendant la guerre comme après, des doutes ont surgi chez les ouvriers sur l'"honnêteté" des informations livrées par la bourgeoisie, celle-ci est parvenue à inculquer au sein de la classe l'idée que les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de mettre leur sort entre les mains de la bourgeoisie. Seuls les grands dirigeants de ce monde peuvent faire quelque chose pour rendre ce monde moins pire, plus vivable, s'ils parviennent à imposer leur "démocratie". Aujourd'hui encore, la campagne humanitaire sert à enfoncer ce clou dans la tête des prolétaires : seule, la bourgeoisie "démocratique" peut soulager la misère, tandis qu'eux-mêmes, les ouvriers, ne pourraient absolument rien faire sinon resserrer les rangs derrière leur bourgeoisie nationale en participant à de dérisoires opérations caritatives pour "sauver les Kurdes" du même type que celles montées il y a un an à peine pour "sauver la Roumanie".

Et ce n'est pas un hasard si cette campagne vise encore aujourd'hui à culpabiliser au maximum les ouvriers. Car c'est grâce au battage idéologique actuel qu'elle peut déchaîner des attaques d'une violence inouïe contre toutes les conditions de vie de la classe ouvrière (cf. p.4 et 5). Est-il concevable en effet de mettre en avant aujourd'hui de mesquines revendications salariales pour quelques centaines de francs, de lutter contre les licenciements ? Comment oser se plaindre de son sort alors que ces millions de Kurdes sont massacrés ou condamnés à l'exode, crevant de faim, que des enfants sont là-bas exposés en permanence aux épidémies et à la mort, faute de soins, d'hygiène et de nourriture ?

Voilà le message que la propagande "humanitaire" cherche à diffuser dans les rangs ouvriers dans le seul but de les réduire à l'impuissance, de brouiller leur conscience, de les dissuader de développer leurs luttes de résistance aux attaques capitalistes. C'est son ordre social que la bourgeoisie cherche à défendre par cet écoeurant matraquage idéologique. Car cet "ordre" capitaliste responsable de toute cette misère et de toute cette barbarie, seule la classe ouvrière peut le remettre en cause. Elle seule a la force et la responsabilité, en développant son combat contre le capitalisme, d'abattre ce système avant qu'il ne détruise toute la planète.

CB

■ Après la guerre du Golfe, l'Irak continue, jour après jour, de s'enfoncer dans l'horreur. Des centaines de milliers de réfugiés kurdes amassés aux frontières de la Turquie et de l'Iran, près de deux millions d'êtres humains fuyant désespérément la répression sanglante des troupes de Saddam Hussein, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants tombant chaque jour comme des mouches victimes des bombardements de l'Etat irakien, d'épuisement, de froid, de la faim, ou de maladie... Jamais une boucherie impérialiste n'avait engendré une réaction aussi massive de désespoir dans la population d'un pays vaincu. Avec l'exode et la répression impitoyable de la population kurde, c'est à un véritable génocide que nous assistons aujourd'hui et qui n'a d'égal dans l'histoire que celui des Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Voilà le vrai visage de la "pax americana" ! Voilà le "nouvel ordre mondial" dont a accouché la guerre du "droit" : un chaos indescriptible où aux massacres ne peuvent succéder que de nouveaux massacres.

### L'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES : UNE REPUGNANTE CAMPAGNE POUR JUSTIFIER LA GUERRE

Aujourd'hui, toute la bourgeoisie occidentale, avec à sa tête les ex-coalisés de l'opération "Tempête du désert" (Bush, Mitterrand, Major et Cie), affiche sa compassion devant l'effroyable calvaire de la population kurde. De toutes parts se développe frénétiquement l'"aide humanitaire", se débloquent des crédits, s'organisent les secours et les missions caritatives pour voler à la rescousse de ce peuple martyr. Partout, de Paris à Washington, de Londres à Bonn, tous les témoins de la bourgeoisie "démocratique" n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer à cor et à cris les exactions sangninaires du "boucher de Bagdad". Toutes ces jérémiades ne sont que pure hypocrisie, cynisme et propagande !

La campagne humanitaire orchestrée aujourd'hui par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, n'est rien d'autre qu'une gigantesque crapulerie dont la seule visée consiste à justifier encore l'effroyable boucherie que les défenseurs du "droit" ont déchaînée dans la guerre du Golfe. Aujourd'hui, c'est en long et en large et en travers qu'on nous montre les pires horreurs dans le seul but de continuer à "diaboliser" le "boucher de Bagdad" et de prouver ainsi que la guerre menée contre l'Irak était une guerre "juste". A tel point que nos bourgeois démocrates se paient même le luxe de laisser s'indigner leurs fractions les plus "radicales" qui, au nom des "droits de l'Homme", préconisent aujourd'hui une politique jusqu'au-boutiste. Car ce sont ceux qui dénonçaient le plus bruyamment la boucherie de l'opération "Tempête du désert", les colombes "pacifistes" d'hier, qui revendiquent maintenant la reprise de l'intervention militaire, arguant du "devoir d'ingérence humanitaire" pour voler au secours des Kurdes. Et tandis que ceux-là regrettent aujourd'hui que les troupes occidentales n'aient pas marché sur Bagdad, les fractions gouvernementales, elles, peuvent continuer à réaffirmer haut et fort que tous ces va-l'en-guerre, ralliés derrière les USA, n'ont fait que remplir leur mission : la libération du Koweït. Voilà quel dessein sert en réalité le déchaînement de toute cette campagne obscène : faire oublier la destruction massive de l'Irak sous un déluge de bombes et de feu.

Mais là où le cynisme et l'hypocrisie de toutes ces démocraties occidentales atteignent des cimes, c'est quand on voit encore les "socialistes" français monter au créneau pour se refaire une virginité à bon compte en exigeant de l'ONU le

maintien de l'embargo en guise de représailles contre les exactions de Saddam. Ainsi, c'est au nom des "droits de l'homme", que Mitterrand et son faire-valoir "humanitaire", l'ancien gauchiste défroqué Kouchner, préconisaient le maintien du blocus alimentaire alors que des dizaines de milliers d'Irakiens sont d'ores et déjà menacés de mort avant l'été à cause du manque d'eau, d'électricité, de médicaments et de produits de première nécessité.

Quant à leur "indignation" devant le calvaire insoutenable de la population kurde, le "retard" avec lequel elle s'est manifestée révèle encore, s'il en était besoin, le degré d'ignominie d'une telle campagne. N'est-ce pas, en effet, au lendemain de l'annonce officielle par Saddam Hussein, le 2 avril, de la reprise de toutes les zones contrôlées par les peshmergas, que la France "socialiste", une fois la rébellion écrasée, s'est soudainement "réveillée" en faisant adopter par l'ONU une résolution "garantissant la protection des populations civiles" ? Car cette campagne "humanitaire", la bourgeoisie ne pouvait la déchaîner qu'après avoir obtenu la certitude que Saddam était enfin venu à bout de la rébellion. Ces larmes de crocodiles ne visent rien d'autre qu'à masquer la propre responsabilité des grandes puissances, dans les massacres de la guerre comme dans ceux de l'après-guerre.

### BUSH, MITTERRAND, MAJOR... : TOUTE LA BOURGEOISIE MONDIALE EST COMPLICE DE SADDAM

Tous ceux qui, aujourd'hui, organisent, à la main sur le coeur et les bons sentiments à la bouche, cette répugnante campagne "humanitaire" sont, en effet, les premiers responsables de toute cette horreur. D'abord parce que ce chaos sanglant qui se développe en Irak n'est que le résultat immédiat et direct de l'effroyable boucherie déchaînée par la coalition occidentale dans la guerre du Golfe. Ensuite parce que ce sont ces mêmes Etats démocratiques qui, après avoir largué plus de 100 000 tonnes de bombes sur l'Irak au nom de la lutte anti-Saddam et de la défense du "droit", ont provoqué la répression des rébellions kurdes et chiites par le régime baasiste. Car ce sont bien les ex-coalisés de la guerre du "droit" qui ont laissé à l'Etat irakien suffisamment de moyens de répression pour faire le "nettoyage" des poches de résis-

(SUITE PAGE 2)

### SOMMAIRE

#### IRAK

- . PS : Quand les bourreaux pleurent leurs victimes ..... p. 2
- . Les trotskistes toujours pourvoyeurs de chair à canon.... p. 2
- . La manipulation ignoble des médias ..... p. 2

#### CRISE ET ATTAQUES ANTI-OUVRIERES .....

- . Allemagne : la bourgeoisie divise la classe ouvrière pour mieux l'attaquer ..... p. 4
- . Travail des enfants en Grande-Bretagne ..... p. 4
- . France : l'Etat socialiste mène l'offensive anti-ouvrière. p. 5
- . Chômage : la vérité sort de la bouche des patrons..... p. 5
- . Michelin : les syndicats font passer la pilule..... p. 5

#### PAYS DE L'EST

- . Misère ouvrière en URSS..... p. 6

#### COURRIER DES LECTEURS

- . La classe ouvrière doit savoir reconnaître ses ennemis.. p. 7

## SEUL LE PROLETARIAT PEUT INSTAURER UNE AUTRE SOCIÉTÉ (page 8)

# LE "NOUVEL ORDRE MONDIAL", C' EST TOUJOURS PLUS D' HORREUR ET DE MASSACRES

(SUITE DE LA PAGE 1)

tance kurdes et chiites. C'est cette même bande d'assassins qui a appelé ces populations à renverser Saddam Hussein en leur laissant croire qu'ils ne permettraient pas au gouvernement de Bagdad d'utiliser l'armement lourd contre les insurgés. C'est l'aviation française, britannique et américaine qui, au cours de la guerre du Golfe, inondaient les populations du sud et du nord de l'Irak de tracts les exhortant à la désertion et à la révolte. Ce sont encore ces mêmes chevaliers du "droit international" qui, à travers toute une propagande répandue par une radio clandestine ("La voix de l'Irak libre"), financée par la CIA, diffusaient quotidiennement des communiqués militaires mensongers laissant croire aux rebelles que tout le potentiel militaire de Saddam avait été anéanti par l'opération "Tempête du désert".

Voilà ce que cachent en réalité les bons sentiments de toute cette racaille "démocratique": hier, c'était au nom de "l'ordre mondial" que les coalisés faisaient la guerre contre le dictateur de Bagdad; aujourd'hui, c'est au nom de la "non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak", c'est-à-dire au nom de l'"ordre intérieur", qu'ils ont encouragé ce même dictateur à déchaîner une nouvelle fois sa barbarie sanguinaire.

D'ailleurs, ceux qui parlent clair, comme le gaffeur Cheysson, ne sont pas embarrassés pour présenter froidement la réalité avec tout le cynisme que les autres essaient de masquer derrière leurs pleurnicheries hypocrites: "Heureusement, il y a encore un pouvoir à Bagdad, sinon ce serait l'anarchie en Irak (...). Heureusement, horrible mot, que Saddam Hussein était là pour écraser l'insurrection chiite. Sans cela, nous repartirions vers une grande vague d'intégrisme." (C. Cheysson, "Le Point" du 15 au 21 avril).

## UN DICTATEUR AU SERVICE DE L'ORDRE "DEMOCRATIQUE"

En réprimant sauvagement l'insurrection kurde et chiite, c'est en réalité un dernier service que le dictateur de Bagdad vient encore de rendre aux USA et à leurs acolytes.

De la même façon que la première puissance mondiale s'était donnée comme objectif de freiner l'inévitable chaos mondial résultant de l'effondrement du bloc de l'Est en faisant de la guerre contre l'Irak un exemple (voir notre analyse développée dans les précédents numéros de RI), c'est encore cette dynamique de chaos qu'il fallait freiner également dans cette région du monde. La classe dominante sait par expérience que toutes les guerres provoquent inévitablement dans les pays vaincus une situation d'instabilité intérieure d'autant plus explosive que les fractions dirigeantes n'ont pu asseoir leur pouvoir que sur la répression et la terreur. C'est bien pour cette raison, par exemple, que, à la fin de la seconde guerre mondiale, alors que le régime nazi était déjà vaincu, les "Alliés" ont rasé systématiquement les grandes concentrations ouvrières d'Allemagne (notamment celles de Dresde et Hambourg) afin de désarmer toute tentative de soulèvement prolétarien.

Aujourd'hui, bien que le contexte soit totalement différent, c'est la même politique qui est de nouveau utilisée avec un cynisme sans borne par les vainqueurs de la guerre du

Golfe, et que le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, affichait d'ailleurs clairement: "Nous avons rempli le mandat des Nations Unies. Nous pensons que l'Irak doit conserver son intégrité afin de maintenir l'équilibre régional et il n'est pas approprié pour les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures irakiennes."

En effet, la bourgeoisie américaine savait que, avec l'affaiblissement du régime baasiste résultant de la défaite cuisante infligée à Saddam Hussein, la question kurde allait inévitablement ressurgir en Irak. La rébellion de cette population de 5 millions d'habitants dans ce pays ne pouvait que susciter les mêmes velléités d'autonomie de la part des quelques 20 millions de Kurdes des quatre Etats voisins (Turquie, Iran, Syrie, URSS), avec au bout la revendication d'un Etat kurde indépendant. Une telle situation risquait de provoquer un chaos incontrôlable dans la région en engendrant une libanisation de tout le Moyen-Orient. C'est bien pour cela qu'il fallait à tout prix, pour les garants de "l'ordre mondial", éviter un démembrement de l'Irak, de même qu'il était nécessaire de maintenir un Etat suffisamment "fort", capable de faire face aux appétits impérialistes des Etats voisins (notamment de la Syrie et surtout de l'Iran). Voilà pourquoi les USA, pour assumer leur rôle de gendarme du monde, devaient, une fois encore, prendre les devants en suscitant le plus rapidement possible la rébellion kurde et chiite afin que ce soit Saddam Hussein, avant sa chute probable, qui assume la répression impitoyable de cette rébellion.

En effet, du point de vue idéologique, il était préférable pour la bourgeoisie américaine que ce soit le méchant Saddam qui fasse le sale boulot plutôt qu'un gouvernement plus "démocratique" soutenu et appuyé par la coalition victorieuse. Cette politique parfaitement machiavélique, qui consiste à se servir des dictateurs pour leur faire faire les basses oeuvres de la "démocratie", ne date pas d'aujourd'hui. C'est exactement avec le même cynisme calculateur que le camp des alliés de la seconde guerre mondiale a oeuvré pour mater les révoltes sociales en Italie à la fin de la guerre: alors que fin 1942-début 1943, une vague de grèves ouvrières avait eu pour conséquence la chute de Mussolini et la nomination du gouvernement Badoglio, pro-allié, les forces alliées débarquées en Sicile ne sont pas intervenues pour prêter main forte au nouveau gouvernement dans sa résistance aux troupes allemandes. En déclarant qu'"il faut laisser l'Italie mijoter dans son jus", Churchill ne visait qu'un seul objectif: laisser les troupes allemandes venues à la rescousse du régime fasciste, assumer la répression du soulèvement ouvrier et ramener l'ordre avant que les "alliés" continuent leur marche vers le nord de l'Italie. C'est cette même politique manoeuvrière qui fut utilisée encore en Pologne en 1944, lorsque l'armée Rouge s'est arrêtée pendant six mois aux portes de Varsovie: il fallait que les troupes russes laissent l'occupant nazi massacrer la population insurgée avant de poursuivre leur avancée une fois que tout foyer de résistance avait été nettoyé.

En donnant le feu vert à Saddam pour noyer l'insurrection kurde et chiite dans un bain de sang, voilà comment la bour-

geoisie démocratique s'efforce, aujourd'hui comme dans le passé, de recouvrir ses propres crimes. En faisant porter le chapeau aux "méchants", c'est sa propre responsabilité dans les massacres, sa propre dictature de classe sanguinaire qu'elle cherche toujours à masquer.

## UNE CAMPAGNE IDEOLOGIQUE QUI PREPARE DE NOUVEAUX MASSACRES

La crapulerie et l'hypocrisie avec lesquelles les grandes puissances occidentales ont envoyé les Kurdes au massacre et avec laquelle aujourd'hui elles pleurnichent sur leur sort, on les retrouve avec la campagne présente sur le "devoir d'ingérence humanitaire", dont l'Etat français s'est encore fait le champion avec l'aval du grand caïd américain. La bourgeoisie a toujours eu besoin de justification idéologique pour tenter de faire adhérer la population à ses croisades impérialistes. Ainsi, pour mener la guerre contre l'Irak, c'est la feuille de vigne du "droit international" qui a servi à justifier la boucherie impérialiste de la coalition occidentale. Aujourd'hui, ce sont de nouvelles boucheries que cette classe de gangsters et d'assassins se prépare déjà à perpétrer au nom du "droit d'ingérence humanitaire". En légalisant officiellement ce nouveau "droit", en le codifiant avec la bénédiction de l'ONU, tous ces brigands impérialistes annoncent d'ores et déjà leurs intentions: demain, ce sera au nom de la "guerre humanitaire", de leur loi, qu'ils vont continuer à répandre le sang et l'horreur partout où "leur ordre" sera menacé. Il n'y a pas d'illusion à se faire, la campagne actuelle de "sauvetage" des Kurdes n'est rien d'autre qu'une offensive idéologique de grande envergure qui vise non seulement à justifier la guerre passée, mais encore à préparer d'autres aventures militaires encore plus meurtrières. Car le capitalisme mondial, en continuant à se décomposer, ne peut engendrer que toujours plus de chaos et de barbarie. Ce chaos, cette tendance au chaos pour soi, ouverte par la fin de la division du monde en deux blocs militaires rivaux, que les USA visaient à freiner en déclenchant la guerre contre l'Irak, ne pourront en effet que s'aggraver avec l'enfoncement inexorable du capitalisme dans sa propre décomposition. Une telle perspective ne pourra que contraindre les grandes puissances, et en premier lieu les USA, à mener de nouvelles opérations de police à chaque fois plus meurtrières.

Voilà le vrai visage de ce "nouvel ordre mondial" que le gendarme américain et ses complices prétendent aujourd'hui instaurer: le déchaînement d'une barbarie effroyable perpétrée au nom de "justes" causes.

Et ce "devoir d'ingérence humanitaire" qui annonce une telle perspective, on peut être sûr que la bourgeoisie n'hésitera pas non plus à le faire valoir pour défendre ses intérêts de classe contre la seule force capable de détruire ce système: le prolétariat mondial. Car ce sera encore au nom de leur "loi", de leur "ordre" capitaliste, que toutes ces crapules n'hésiteront pas à utiliser ce "devoir d'ingérence" pour voler à la rescousse de tout Etat menacé par des révoltes ouvrières.

Avril (19/4/91)

# REUNIONS PUBLIQUES

## SUR LE THEME:

## LE "NOUVEL ORDRE MONDIAL", C' EST TOUJOURS PLUS D' HORREUR ET DE MASSACRES

### BORDEAUX:

Réunion publique le 25 mai, à 17h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

### CLERMONT-FERRAND:

Réunion publique le 16 mai à 21h à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

### LILLE:

Réunion publique le samedi 25 mai à 14h30 au café-restaurant "Le Rainbow" (salle au sous-sol), 17, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny (Place de Strasbourg).

Permanence le samedi 22 juin de 14h30 à 16h30 à la même adresse.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

### LYON:

Permanence le 15 mai à 18h à la Brasserie de l'Industrie, angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.

Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

### NANTES:

Réunion publique le samedi 11 mai à 17h à la "Salle de la Fraternité", 3, rue Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanences les 3 mai et 7 juin à 20h30 à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 11 mai de 10h30 à 11h30.

### PARIS:

Réunion publique le 1er juin à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy, sur le thème: "MILITARISME EFFRENE, GUERRES: LE MODE DE VIE DU CAPITALISME A L'AGONIE".

Permanence tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) de 18h à 20h à la même adresse.

Nous serons présents à la Fête de Lutte Ouvrière les 18, 19 et 20 mai, où nous tiendrons des stands et organiserons plusieurs forums.

### ROUEN:

Réunion publique le samedi 15 juin à 14h30 à la Halle aux Toiles.

Permanence le samedi 18 mai à 14h à la même adresse.

### TOULOUSE:

Réunion publique le 24 mai à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanences les 17 et 31 mai à 18h30 à la même adresse.

Vente de la presse les 12 mai et 9 juin de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

### TOURS:

Permanence le 25 mai à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Vente de la presse le 17 mai de 10h30 à 11h30 au marché St-Paul.

## APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

## SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen): 250 F

Lille: RP du 23.3

Jq: 100 F; GD: 15 F; Mad: 30 F; Y: 30 F; F: 15 F

Tours: Permanence du mois de mars

DD: 25 F; NR: 25 F; AL: 100 F; BMAP: 50 F

TOTAL: 640 F

## LIBRAIRIES

### QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI:

ANGERS: "Contact", rue Lepneveu

BORDEAUX: "Mimesis", 58, rue de Grassis

BREST: "Maison de la Presse", 64, rue Jean Jaurès

CLERMONT-FERRAND: "Le Papyvire", 3, rue de l'Ente

. Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras

. Maison de la Presse, place de Jaude

DUNKERQUE: Maison de la Presse, 34, rue Poincaré

LAVAL: "Point presse", Centre Cial La Mayenne

. Maison de la Presse, place de la Trémoille

LE HAVRE: "Presse des Halles", 27, place des Halles

Centrales

LILLE: "Galerie", 57, rue de Béthune

. Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue du M<sup>al</sup> de Lattre

de Tassigny (place de Strasbourg)

LYON: "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (7<sup>e</sup>)

MARSEILLE: "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon 13001

. "Le Temps de Vivre", 54, La Canebière. 13001

. Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13015

. Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martignes

. Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat

MELUN: "La Porte Ouverte", 19, rue du Général de Gaulle

MONTAUBAN: Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER: "La Brèche", rue de l'Université

MONTROUGE: "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux

NANTES: "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon Pasteur

. "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest

. "Lanoë", 2, rue de Verdun

. "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.

NICE: "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine

ORLEANS: "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la

Délivrance

PARIS: "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (75014)

. "Parallèles", 47, rue St Honoré (75001)

. "FNAC" Forum des Halles

. "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (75007)

SAINT-NAZAIRE: "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès

TOULON: Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc

TOULOUSE: "Toulouse Presse", 60, rue Bayard

. "FNAC", 1 bis, place Occitane

. "Les Arcades", place du Capitole

TOURS: "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

## Les socialistes et l'aide humanitaire QUAND LES BOURREAUX PLEURENT LEURS VICTIMES

■ La bourgeoisie française, à travers son parti "socialiste", fait décidément preuve, une fois de plus, d'une hypocrisie particulièrement crasse.

Déjà, rappelons que pendant près de dix ans, les gouvernements socialistes successifs n'ont pas hésité à armer le bras de Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran au nom des intérêts occidentaux, à tel point que pour le remercier de ses bons et loyaux services, Chevènement lui décernait une mention spéciale en février 1990 : "Monsieur le président (entendez S. Hussein) a le respect et l'estime des dirigeants français." (Interview donnée à l'hebdomadaire irakien "Alif Ba" le 7/2/90 au cours de son dernier voyage à Bagdad, citée par "Le Canard Enchaîné" du 8/8/90.)

Toutefois, dès le 2 août 1990, cet éloge était bien vite enterré. La "colombe de Bagdad" s'effaçait devant le "petit Hitler du Moyen-Orient".

A partir de cette date, et surtout depuis la fin de la guerre du Golfe, le PS, par la voix de Joxe, n'a pas cessé de saluer les exploits de la "valeureuse" division Daguet. De fait, oui, ce parti peut bien revendiquer sa quote-part de massacres des populations irakiennes et il porte une responsabilité directe dans la situation de chaos qui prévaut dans ce pays. Car le PS français et son

gouvernement n'ont-ils pas eux-aussi soutenu les déclarations de la bourgeoisie américaine appelant ouvertement à la rébellion contre Saddam, via notamment le largage de millions de tracts sur l'Irak ? Assurément ! Ainsi, non contents d'avoir été les bouchers d'hier, ils sont aujourd'hui les bourreaux de plus de deux millions de Kurdes !

Et pourtant, ces "chers socialistes" ont l'infâme culot de se présenter comme étant les premiers au monde à s'être émus, mobilisés, face au drame qui, une fois de plus, frappait les populations du Kurdistan en Irak. Tant et si bien qu'à l'instigation de Mitterrand, paraît-il, en fait avec l'aval des USA, le représentant de la France à l'ONU, M. Jean-Marc Rochereau de la Sablière, parvenait à faire adopter vendredi 5 avril par le Conseil de sécurité de ladite organisation une résolution condamnant la répression irakienne contre les Kurdes. Oui, monsieur : "La France est parvenue à vaincre les réticences de nombreux pays membres de l'ONU." ("Le Monde" des 7 et 8/4/91.) Dans la même veine, on pouvait lire récemment dans la presse une publicité pour l'Association des Démocrates où, à l'initiative de ce groupement, plusieurs personnalités ont accepté de signer un appel pour protester contre le génocide des Kurdes d'Irak. Une brochure de grosses légumes gouvernementales ont souscrit à cette pétition. Jugez-en : MM. Durafour, Rausch, Pelletier, Fauroux, et Stoléru.

Quelle perfidie, alors qu'en 1988, le gazage des 5000 Kurdes de Halabja avait, dans un contexte d'excellentes relations franco-irakiennes, tout juste suscité, pour la forme, une vague réprobation. Quelle tartuferie que de se faire passer pour les champions de la cause humanitaire alors qu'il y a peu encore, les Jaguar français effectuaient plus de 1000 raids aériens !

Quelle fourberie, quand Mitterrand est l'un des plus

chauds partisans du maintien de l'embargo sur l'Irak, laissant crever par là-même des dizaines de milliers d'Irakiens, kurdes et non kurdes, à Bagdad et dans les autres grandes villes !

Quelle sinistre comédie enfin que de dépêcher sur place un Bernard Kouchner, cet ex-maoïste, hystérique défenseur de l'intervention militaire de la coalition au nom du "droit international" !

Pourquoi tant d'obscénités ?

Parce qu'il est clair que laisser S. Hussein massacrer une part de sa population tend à faire oublier une chose : les mêmes qui, aujourd'hui, larguent des caisses de vivres lâchaient hier des dizaines de milliers de tonnes de bombes. Cette campagne mondiale vise à "blanchir" les assassins coalisés du mois de janvier !

Mais qui plus est, la bourgeoisie française, se drapant dans la cause humanitaire, en profite, notamment auprès des pays arabes du Maghreb, pour restaurer une image quelque peu ternie par sa participation au conflit. N'oublions pas que, dans la guerre du Golfe, celle-ci a déjà perdu l'Irak et le Liban, principaux points d'appui de son impérialisme dans la région. Point trop n'en faut ! Il s'agit donc dès à présent pour elle de regagner une

"confiance" qui se traduit par la défense d'intérêts économiques et politiques. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la tournée des capitales du Maghreb, effectuée par le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, à partir du 4 avril. Et c'est dans le même esprit qu'il faut analyser le soutien de l'ensemble de la classe politique dont a bénéficié le gouvernement. Du PC jusqu'à la droite, tous sont unanimes et, comme le déclarait récemment sur RMC, le 7 avril, le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, Charles Millon : "Je suis fier de voir que la France a gagné la bataille diplomatique de l'ONU, car les nations civilisées ne peuvent regarder un génocide se produire sans réaction."

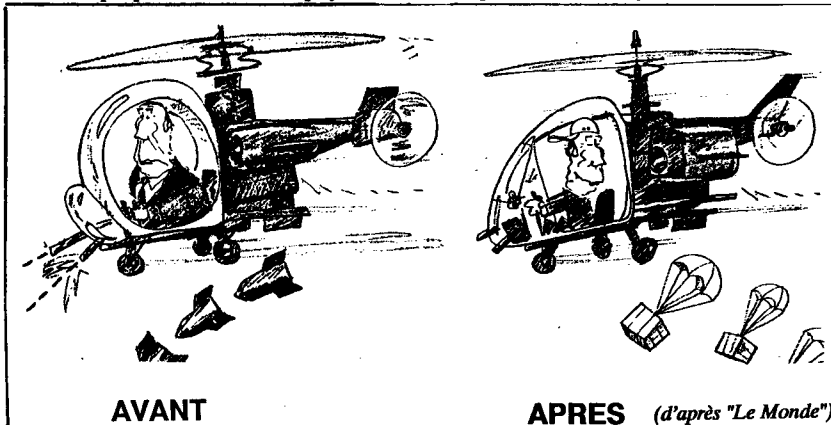
Mais surtout, à partir de cette campagne, l'objectif que souhaite atteindre la bourgeoisie, c'est essayer de redonner une virginité à cet humanitarisme dont la gauche et bien sûr le PS seraient, paraît-il, les traditionnels parangons ! En effet, l'idéologie démocratique bourgeoise ne cherche-t-elle pas sans arrêt à nous inculquer que la défense des immigrés, des pauvres, des minorités, des malheureux, des exploités, ce côté sympa, quoi, mais oui, c'est la gauche !

Rien n'est plus mensonger, la guerre du Golfe illustre pour la nième fois que le PS peut au contraire se targuer d'une longue tradition de crimes de guerre ! (voir "RI" n° 200).

Ainsi, à grand renfort d'images choisies, le PS et ces pornographes de l'information que sont les journalistes, dans leur étalage morbide de l'horreur, voudraient bien nous rendre amnésiques. Voilà les sinistres buts auxquels veut parvenir le PS en se servant du battage actuel autour de la question kurde !

Proletaires, ne soyez pas dupes, ces faux amis sont vos vrais ennemis, il s'agit là des plus fidèles garants d'un ordre social barbare qu'il vous faut détruire !

Greg



## Les médias et le massacre des Kurdes UNE MANIPULATION IGNOBLE

■ En Irak, l'extermination de milliers d'êtres humains se poursuit. Mais pourquoi diable la presse et la télévision se sont-elles ainsi ruées sur les scoops de corps mutilés, meurtris, de femmes et d'enfants hagards, affamés, piétinant dans une boue glacée, de nouveaux-nés rendant l'âme en direct ? Qu'est devenue leur virtuelle indignation d'hier, proclamant que filmer de trop près les horreurs de la guerre serait "porter atteinte à la dignité humaine des vivants" et que, "par respect pour les morts", les images de cadavres ne devaient pas être exhibés ?

Il serait naïf de croire que si les médias affichent aujourd'hui ce qu'ils cachaient hier, ce serait sous la pression de la réalité. S'ils avaient voulu cacher l'exode des deux millions d'êtres humains qui crèvent dans les montagnes du Kurdistan, ils l'auraient fait car ils en ont les moyens. Ainsi auraient-ils pu mentionner l'événement, à travers quelques chiffres, un entrefilet... comme ils l'ont si magistralement fait vis-à-vis des morts de la guerre (entre 100 000 et 500 000) dont ils se sont bien gardés de montrer les images. N'arrivent-ils pas déjà à passer sous silence les 9 millions de personnes en passe de crever de faim au Soudan, dont la masse paraît pourtant à priori difficile à cacher ? N'y parviennent-ils pas depuis des années avec les boat-people ? Non, l'actuel exode des Kurdes est sciemment étalé et les médias visent à travers cette entreprise un but des plus crapuleux : faire oublier qu'il y a un mois à peine les bourgeoisies occidentales ont procédé à un carnage et à une dévastation des plus atroces depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ceci est d'autant plus abject que ce sont ces mêmes médias qui, par le biais des radios et des tracts, ont poussé ces populations à la révolte contre le régime baasiste, pour les besoins des intérêts occidentaux (cf. article p.1). Ainsi cette campagne médiatique cherche-t-elle non seulement à faire oublier les massacres d'hier, mais surtout à les justifier. Le message est clair : "Les coalisés ont eu raison d'intervenir, quand on voit de quoi ce salaud de Saddam est capable. D'ailleurs ne faudrait-il pas aller le cueillir jusque dans son bunker à Bagdad, et le faire comparaître devant un tribunal international à l'instar des procès de Nüremberg ?"

Cette manipulation médiatique est encore plus fallacieuse quand on se souvient sur quel ton jubilatoire ces larbins de journalistes tels PPDA, Masure, Durand, Chevalet, Mallard, nous vantaient les mérites de cette guerre d'un nouveau type : la guerre "propre", "chirurgicale", ne visant que des objectifs stratégiques. Une guerre si propre en vérité que seulement 7% des missiles ont atteint leurs cibles, le reste tapant complètement à côté et broyant par là même dans un déluge infernal des centaines de milliers de civils.

La manoeuvre du moment consistait en réalité à tout faire pour éviter que la classe ouvrière des pays centraux ne prenne conscience de la barbarie dont leurs très démocratiques dirigeants étaient responsables.

Aujourd'hui, les médias poursuivent l'intox. Les mines réjouies des présentateurs du mois de janvier se sont métamorphosées en tranches d'enterrement compatissantes, voire scandalisées, devant le malheur qui frappe ces pauvres populations kurdes. Quelle hypocrisie !

Qui plus est, le bourrage de crânes médiatique essaie à travers cette campagne de préparer les politiques d'"ingérence pour droits humanitaires", c'est-à-dire, à n'en pas douter, d'autres actions interventionnistes sanglantes de la part des grandes puissances.

Dans les pays de l'Est, l'"objectivité" des médias est devenue depuis longtemps un sujet de plaisanterie. A l'Ouest, la force du capital est plus subtile. L'arme idéologique de la classe dominante a aujourd'hui des atouts de poids. Comment passer à côté d'images omniprésentes dans les rues, les kiosques, les affiches, la télévision. Comment ne pas entendre ce qui est répété à longueur de colonnes, de journées à la radio et surtout à la grand-messe de vingt-heures ? De plus en plus, la bourgeoisie est contrainte de multiplier les manipulations, pour travestir la réalité de la faillite générale de son système et justifier ses politiques guerrières.

A l'heure actuelle, sans le poison médiatique la bourgeoisie serait incapable de diffuser son idéologie. Il s'agit là d'un des meilleurs piliers de l'Etat bourgeois.

DG

## TROTSKISTES ENCORE ET TOUJOURS POURVOYEURS DE CHAIR A CANON

■ "Bush, Saddam, assassins", "A bas le boucher de Bagdad", "Bush et Saddam s'entendent à merveille. Au premier le képi du gendarme mondial, au second le couteau du boucher local" (tract de la LCR, avril 91). Les crapules trotskistes, qui n'en sont pas à un virage à 180° près, découvrent aujourd'hui, en gros titres ronflants l'ignominie sanguinaire du dictateur de Bagdad. Ils vont même jusqu'à le mettre dans le même sac que le grand caïd américain, le chef de guerre de la coalition qui vient de triompher de l'Irak, au prix d'un monstrueux bain de sang. Ces ordures essaieraient-elles de nous faire oublier comment depuis six mois, qu'il s'agisse de la LCR ou de sa consoeur "Lutte Ouvrière", elles ont apporté un soutien sans faille au camp militaire irakien dans la guerre du Golfe et à la politique impérialiste de ce dictateur sanguinaire qu'elles dénoncent aujourd'hui ? Ces propagandistes de la curée impérialiste voudraient nous faire oublier qu'hier encore, ils conviaient les ouvriers à choisir un camp bourgeois contre l'autre dans la tuerie qui vient d'ensanglanter la région, et qu'ils taxaient d'"indifférentisme" les révolutionnaires qui dénonçaient les deux camps en présence et appelaient les ouvriers de tous les pays, qu'ils soient d'Irak, de France ou des USA, à refuser l'union sacrée derrière leur propre bourgeoisie. Ils voudraient nous faire oublier, en se découvrant aujourd'hui "une solidarité totale avec les populations d'Irak insurgées contre Saddam", comment hier, ils ont invité ces mêmes populations à resserrer les rangs derrière l'Etat irakien et à mourir pour lui, au nom de la lutte de ces mêmes "peuples" contre "l'impérialisme". Pour eux, Saddam n'est un boucher que lorsqu'il organise le génocide des kurdes d'Irak, mais pas lorsqu'il envoie au casse-pipe des centaines de milliers d'ouvriers irakiens, les enrôlant de force le fusil dans le dos, prenant en otages les populations civiles pour les transformer en boucliers humains.

Ainsi LO s'écrie aujourd'hui : "Oui, le dictateur Saddam Hussein est bien une crapule. Il prétendait se battre au nom des peuples arabes et musulmans. Ses deux derniers faits d'armes sont la répression contre les chiites arabes du sud (...) et contre les kurdes à majorité musulmane (...) Peuples et travailleurs arabes et musulmans qui ont cru en Saddam Hussein peuvent maintenant juger ce qu'il en est". Et, plus loin, citant le glorieux passé du maître de Bagdad : "Saddam avait déjà massacré les Kurdes. Il avait déjà fait tuer des centaines de milliers d'Arabes dans la guerre contre l'Iran." ("L.O" du 12/4). Mais des monceaux de cadavres encore chauds de la guerre récente, pas un mot ! Et pour cause. C'est bien, eux aussi "au nom des peuples arabes", qu'ils ont appuyé la guerre de Saddam Hussein contre les coalisés, qu'ils ont appelé les ouvriers à la soutenir et qu'ils ont justifié l'odieuse massacre. A ce moment là, ils ne mettaient pas en doute les motifs de guerre du "boucher local". Les déterminations impérialistes de Bagdad dans l'élimination des Kurdes ou dans la guerre contre l'Iran révulsent ces prétendus "révolutionnaires", mais quand le même Etat irakien envahit le Koweït et s'affronte à un truand plus puissant que lui, alors là il devient un héros de la "lutte contre l'impérialisme" et les prolétaires d'Irak doivent se faire tuer pour lui !

Mais le revirement de nos trotskistes qui, du jour au lendemain, abandonnent la juste cause de la "défense de l'Irak contre l'impérialisme" au profit de celle du nationalisme kurde contre... l'Irak, n'enlève pas un iota à la nature profondément bourgeoise et anti-ouvrière des positions trotskistes. Aujourd'hui comme hier, ils ne font rien d'autre que de justifier l'enrôlement des exploités derrière les intérêts de "leur" bourgeoisie, hier irakienne, aujourd'hui kurde. Ainsi la LCR soutient ouvertement les différents partis nationalistes kurdes à la tête de la rébellion du Nord de l'Irak, à tel point qu'ils n'hésitent pas à reprendre à leur compte les déclarations du président de l'"Union patriotique du Kurdistan" qui regrette : "Si Bush avait laissé se poursuivre deux jours encore les combats terrestres, le pouvoir de répression de Saddam aurait été quasiment détruit" (cité par "Rouge" du 28/3). Autrement dit, pour ces prétendus "anti-impérialistes" qui défilaient hier dans les manifestations "pacifistes" aux cris de "Troupes occidentales hors du Golfe", quel dommage que l'offensive des coalisés n'ait pas été jusqu'au bout et n'ait pas massacré quelques centaines de milliers d'autres soldats irakiens, cela aurait servi la "juste cause" kurde désormais adoptée par les trotskistes ! Telle est la logique anti-ouvrière des positions de ce courant. L'embrigadement des prolétaires sur le terrain du nationalisme ne peut conduire qu'à une chose : à la justification des pires massacres !

Car, n'en doutons pas, pour les besoins cette fois de la cause kurde, c'est encore au casse-pipe que la LCR convie les prolétaires de la région, en appelant à la lutte armée les kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie, toujours au nom de la défense des cliques bourgeoises les plus faibles contre les plus fortes. Et ces ordures ont encore le culot d'aller se réclamer de l'"internationalisme" pour justifier cette nouvelle saloperie : "Un mouvement internationaliste conséquent leur permettrait de se ravitailler en armes, afin de permettre aux peshmergas qui se réorganisent de faire face à la garde de Saddam Hussein." ("Rouge" du 11/4).

Les populations et les prolétaires du Moyen-Orient n'ont pas fini de subir les massacres et de servir de chair à canon dans le chaos sanglant qui voit s'affronter de plus en plus violemment les intérêts capitalistes concurrents de la région. Et on peut compter sur les trotskistes pour prendre part activement à cette atroce curée.

Aujourd'hui comme hier, le rôle des trotskistes reste le même : se faire les pourvoyeurs de chair à canon pour le compte des bourgeoisies locales dans les zones périphériques du capitalisme et, ici, tenter d'entraîner les consciences ouvrières sur le terrain du choix d'un camp bourgeois contre l'autre, c'est-à-dire sur celui de la défense de la guerre impérialiste.

PE

La récession économique mondiale s'installe sur tous les continents plongeant partout la classe ouvrière dans une misère toujours plus profonde et étendue. Le nombre de pauvres atteint des chiffres hallucinants : ils sont 31,5 millions officiellement recensés aux USA, 11 millions en Grande-Bretagne (sources : université de Bristol), soit deux fois plus qu'il y a sept ans. Les attaques se succèdent toujours plus profondes, sur les salaires, les conditions de travail, la santé..., et à travers des vagues de licenciements de plus en plus rapprochées et massives. Aucun secteur n'est épargné, qu'ils soient dits "de pointe", comme l'informatique, ou central, comme l'automobile, ou autre (hier 35 000 licenciements annoncés chez Philips, aujourd'hui 16 000 chez Michelin, des milliers d'autres dans les compagnies aériennes, pour ne citer que ceux-là). A cela s'ajoute la généralisation du chômage

partiel concernant souvent plusieurs journées par mois, dans certaines entreprises. La profondeur déjà atteinte par l'actuelle récession constitue un démenti aux mystifications de tous ceux qui, ayant intérêt à faire croire aux exploités qu'elle est conjoncturelle et momentanée, la leur présentent comme la conséquence de la guerre du Golfe. S'il est vrai que les ouvriers vont payer la facture de la guerre, cette récession est d'abord et avant tout l'expression de la crise mortelle du capitalisme, laquelle n'est ni conjoncturelle ni momentanée, mais ne va au contraire que s'aggraver. La classe ouvrière ne peut que riposter par la lutte face à de telles attaques et doit se préparer à déjouer les manoeuvres que la bourgeoisie commence à déployer, en occupant partout préventivement, avec ses syndicats, le terrain de la lutte.

## ALLEMAGNE

### LA BOURGEOISIE DIVISE LA CLASSE OUVRIERE POUR MIEUX L'ATTAQUER

■ Huées, injures, bousculades : voilà comment les ouvriers ont reçu Helmut Kohl lors de sa récente visite dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne. Les flonflons de la fête se sont tus et la terrible réalité du capitalisme se révèle au grand jour. La rage des ouvriers de l'ex-RDA est aujourd'hui à la mesure des illusions qu'ils ont eu vis-à-vis de la réunification et de la démocratie en principe salvatrices.

Cette colère ouvrière, qui, d'ailleurs, ne s'exprime pas dans cette seule partie du pays, est plus que justifiée. Qu'on en juge !

#### A L'OUEST COMME A L'EST, C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI PAIE !

Depuis plusieurs mois, en effet, il ne se passe pas de jour sans que la bourgeoisie, à travers la Treuhandaanstalt (organisme chargé des "privatisations"), ne décide la fermeture d'entreprises importantes (parce que personne n'en veut) et surtout la mise au chômage de milliers de prolétaires. Aujourd'hui, en plus des 800 000 chômeurs officiellement recensés (ce chiffre est déjà dépassé à l'heure où nous écrivons), deux millions d'ouvriers sont déjà en chômage partiel et 700 000 employés de l'Etat, actuellement en contrat temporaire, sont en première ligne pour être licenciés. Tous les secteurs d'activité sont touchés ou vont l'être à court terme : 500 000 licenciements sont prévus dans la métallurgie (en février dernier déjà, 20 000 ouvriers étaient jetés à la rue à Eisenach, après la fermeture de l'entreprise automobile Wartburg) et dans l'électronique (le grand holding PTC-Electronic-AG prévoit de baisser en quelques mois ses effectifs de 23 000 à 4 500), 220 000 dans les mines, 150 000 dans la chimie, 160 000 dans le textile, 400 000 dans le secteur agricole, etc. Pour la fin de l'année, la bourgeoisie prévoit entre 3 et 4 millions de chômeurs dans cette partie de l'Allemagne, soit 40 à 50% de la population active !

Quant aux autres, ceux qui gardent pour l'instant leur travail, le pire leur est promis. "La Treuhanda encore bien dix ans de travail devant elle" vient de déclarer ouvertement un grand responsable bourgeois.

La perspective est donc totalement bouchée pour tous ces ouvriers qui n'ont quasiment aucune chance de voir leur situation s'améliorer, d'être réembauchés un jour. Selon le FMI qui, en tant qu'organisme bourgeois, n'a aucun intérêt à noircir le tableau (au contraire), il faudrait que, d'ici à l'an 2000, il y ait une croissance en Allemagne de 10,5% et des gains de productivité de 11,5%, chaque année, pour ramener le taux de chômage à 6% dans les Länder orientaux. Ce qui, à l'évidence, et même pour la bourgeoisie, est une utopie d'autant que la récession mondiale fait rage et qu'elle est en train de toucher de plein fouet l'économie allemande jusque dans les secteurs les plus compétitifs de sa partie occidentale.

Déjà aujourd'hui, même si la bourgeoisie arrive encore à maintenir, de plus en plus difficilement, un taux de chômage relativement bas à l'ouest (6% selon elle), cela ne l'empêche pas d'attaquer violemment les ouvriers. Ainsi sont annoncés de très importantes augmentations d'impôts sur les salaires (c'est la plus grave attaque contre les revenus ouvriers depuis la seconde guerre mondiale), de nouvelles taxes sur l'essence (20% de plus), sur le fuel domestique, le tabac, sans parler de l'augmentation de 2,5% de la contribution obligatoire pour le chômage et de 2% sur la TVA. Cet ensemble de mesures représente une perte de 200 à 300 DM (entre 700 et 1000 F) en moyenne pour les ouvriers de l'ouest.

#### POUR MUSELER LES REACTIONS DE COLERE LA BOURGEOISIE ET SES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION OUVRIERE

Voilà pourquoi l'inquiétude, pour le moins, pousse déjà aujourd'hui les ouvriers à l'ouest dans des luttes, encore éparpillées et dévoyées par les syndicats. Voilà pourquoi à l'est, une immense colère a amené ces dernières semaines les ouvriers à descendre dans la rue par centaines de milliers. C'est ainsi que les fameuses et traditionnelles manifestations du lundi à Leipzig ont repris, non plus contre le "communisme", mais contre le gouvernement Kohl, non plus pour l'unification allemande et la "démocratie", mais contre la misère et le chômage. Il en est de même dans la plupart des grandes villes industrielles comme à Rostock, où des dizaines de milliers d'ouvriers ont manifesté à la mi-février, contre l'annonce de la réduction de moitié des effectifs dans les chantiers navals.

Mais la bourgeoisie, consciente de cette réalité et surtout des perspectives de développement inévitable de la colère ouvrière, à l'ouest comme à l'est, se mobilise dès aujourd'hui, pour museler et défaire les luttes actuelles et chercher à stériliser à l'avance les mouvements massifs de demain.

C'est ainsi que l'encadrement syndical et politique (les nouveaux élus "démocrates" trouvent à leurs côtés pour cette sale besogne les ex-staliniens) a réussi à récupérer la colère des manifestants du lundi en les poussant à revendiquer plus de capitaux pour les Länder orientaux, comme il a réussi à les démobiliser, pour le moins, à travers les manifestations hebdomadaires, routinières et inefficaces.

Mais là où la bourgeoisie montre ce dont elle est capable, c'est à travers la stratégie de division qu'elle met en place au-

jourd'hui entre les ouvriers de l'est et ceux de l'ouest.

Déjà dans les luttes actuelles, les syndicats de la DGB ont réussi à ce que les manifestations autour des négociations salariales à l'ouest restent séparées de celles contre le chômage à l'est.

Mais ces saboteurs patentés ne se contentent pas de ce résultat, ils cherchent à aller plus loin en suscitant une fausse opposition d'intérêts entre les ouvriers, exploitant pour cela les différences économiques et sociales qui existent entre les deux parties de l'Allemagne. Ils trouvent, dans cette tâche crapuleuse, le soutien massif des médias bourgeois qui développent une campagne puante appelant la population (c'est-à-dire la classe ouvrière) "privilégiée" de l'ouest à aider les victimes de l'effondrement économique à l'est. Ce que les ouvriers de l'ouest doivent croire, c'est que les sacrifices qu'ils font déjà et ceux qu'ils feront demain ne sont pas de la responsabilité de la bourgeoisie et de son économie en récession, mais de celle des ouvriers de l'est. De même que les ouvriers de l'est, beaucoup plus perméables à l'idéologie dominante, sont poussés aujourd'hui à croire que si leur situation est injuste, c'est de la faute de ceux de l'ouest qui sont "privilégiés". N'ont-ils pas des salaires 3 à 4 fois supérieurs aux leurs, sans parler du chômage qui les frappe inégalement ? Et le gouvernement, ne vient-il pas d'octroyer une augmentation de salaires de 6% aux fonctionnaires de l'Ouest ?

Oui, la bourgeoisie allemande manoeuvre bien contre la classe ouvrière parce que l'enjeu pour elle, et à travers elle pour toute la bourgeoisie mondiale, est de taille. Face aux attaques de plus en plus violentes qu'elle porte et surtout qu'elle va devoir porter à l'avenir, elle sait que les réactions ouvrières sont inévitables et qu'elles seront de plus en plus massives. Le danger pour elle (et pour toute la bourgeoisie mondiale) est de se retrouver face à une résistance puissante dans laquelle les ouvriers, à travers toute l'Allemagne, affirmeront leur unité contre la paupérisation et la dégradation de conditions de vie qui les touchent tous. Le danger est que la classe ouvrière de ce pays, très expérimentée et fortement concentrée, puisse développer toute sa puissance à travers des luttes unies, de Munich à Leipzig. Le danger est à terme que ce bataillon fondamental de la classe ouvrière mondiale, par sa place géographique centrale, serve de pôle et d'exemple aux autres fractions ouvrières, notamment en Europe.

Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, la bourgeoisie s'efforce de l'affaiblir en cherchant, par tous les moyens, à le diviser et espère ainsi saper les bases de l'unité indispensable dont il aura besoin dans les combats futurs.

Une chose est sûre : si les ouvriers en Allemagne laissent la classe dominante les diviser, si elle arrive à les monter les uns contre les autres, ceux de l'est contre ceux de l'ouest, non seulement elle aura aujourd'hui les mains libres pour faire prévaloir ses intérêts capitalistes à leurs dépens, mais demain elle pourra leur infliger une défaite qui sera grave pour eux et pour toute la classe ouvrière mondiale.

Voilà pourquoi, dès maintenant, ils doivent tout faire pour déjouer le piège que leur tend la bourgeoisie, renforcer leur combat et affirmer leur communauté d'intérêts et leur solidarité par la lutte.

## GRANDE-BRETAGNE

### Retour à l'esclavage salarié... pour les enfants !

■ Cent millions d'enfants-ouvriers, dont les plus jeunes ont à peine six ans. Employés dans les mines, dans la construction, à des tâches à la fois pénibles et dangereuses, travaillant de dix à douze heures par jour, pour des salaires dérisoires (4,50 F par jour), tel est le sort des enfants indiens. Une loi indienne de 1986 interdit le travail des enfants de moins de 14 ans dans des secteurs dangereux, limite, dans les autres secteurs, la journée à 6 heures dont une heure de pause, proscrie toute activité entre 19 heures et 8 heures. Cette loi, bien sûr, la bourgeoisie indienne ne s'est jamais donnée les moyens de la faire appliquer. L'Etat indien lui-même reconnaît que 11 millions d'enfants de moins de 14 ans travaillent, en contradiction avec la loi. L'Inde, bien que pays sous-développé, est une démocratie, et le propre de la démocratie c'est bien de faire des lois, et de continuer comme si de rien n'était.

Le sort des enfants d'Inde - comme de nombreux autres pays sous-développés - est à la fois sordide et profitable à des classes bourgeoises, ou petites bourgeoises, qui tirent leur richesse de cette exploitation éhontée.

Tout le monde connaît ces exemples de pays où les enfants sont exploités dès leur plus jeune âge, vendus comme marchandise à travail, voire prostitués comme viande à plaisir. Les médias occidentaux ont périodiquement de "grands élans" de fièvre humaniste qui ont l'avantage de faire vendre leur méchante copie en faisant pleurer dans les chaumières. L'horreur de l'exploitation capitaliste vient s'ajouter à toutes les autres horreurs de ce monde pourrissant, telles la drogue, la pollution, la faim, les guerres, etc.

Mais ce qui est moins connu, ce que les médias préfèrent laisser dans l'ombre bienséante d'une discrétion raffinée, c'est que ce phénomène du travail des enfants, comme toutes les autres manifestations de la décomposition, gagne à grands pas les opulentes régions du capitalisme triomphant. Ainsi, en Angleterre, riche démocratie, pays inventeur du parlementarisme et des lois sociales, voit-on refluer cette barbarie. Et il ne s'agit pas ici de parler de la distribution de la presse dominicale, mais du véritable esclavage salarié, avec des enfants de 9 à 14 ans faisant la vaisselle et le balayage des restaurants, 10 heures par jour, 6 jours sur 7, pour un salaire hebdomadaire de 400 F environ; d'enfants de 14 ans travaillant de nuit dans une usine de bonneterie; d'enfants de 9 ans payés 10 F de l'heure pour balayer le carrelage d'un pub, etc.

Tout cela dans un pays où une loi de 1933 interdit aux enfants de moins de 13 ans d'exercer une activité rémunérée. Mais, comme on l'a dit plus haut, c'est la caractéristique même de la démocratie que de violer ses propres lois quand elles gênent l'extorsion de plus-value.

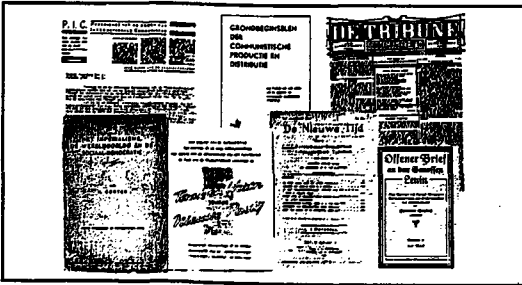
Ce phénomène de l'exploitation des enfants ne fait encore que commencer dans nos belles démocraties occidentales, mais ne nous faisons aucune illusion, il est appelé à prendre de l'ampleur, il va de pair avec le chômage des adultes, parce que pour le capitalisme, la force de travail la meilleure, c'est la moins chère. Et tout ce que le capitalisme pourra faire faire par nos enfants pour des salaires dérisoires, cela le conduira sans hésitation à jeter à la rue les ouvriers adultes qu'il devrait payer plus cher. Ne se contentant plus de nous prendre pour nous exploiter et nous jeter à la rue quand ses intérêts le commandent, la bourgeoisie commence à lorgner sur nos enfants pour engraisser le monstre capitaliste.

Pé.

#### VIENT DE PARAITRE

Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire

## LA GAUCHE HOLLANDAISE 120 F



Courant Communiste International

#### Courant Communiste International

### Revue Internationale / 65

2<sup>e</sup> trimestre 1991 15 11/75 lb

Editorial  
**MASSACRES ET CHAOS CAPITALISTES**  
 Seule la classe ouvrière internationale peut instaurer un véritable nouvel ordre mondial

Crise économique  
**CRISE ET MILITARISME**

Résolution  
**LA SITUATION INTERNATIONALE**

Lutte de classe  
**LE PROLETARIAT FACE A LA GUERRE**

MARC  
 De la révolution d'octobre 1917 à la 2<sup>e</sup> guerre mondiale

Polémique avec « Battaglia Comunista »  
**LE RAPPORT FRACTION-PARTI DANS LA TRADITION MARXISTE, III.2**

# FRANCE

## L'ETAT SOCIALISTE MENE L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE

■ Le capital français s'enfonce dans la récession et les économistes bourgeois eux-mêmes n'essaient plus de le nier. Les indices désastreux s'accumulent : le taux de croissance officiel a baissé de 4 % en 1984 à 2,7 % en 1990, devenant même négatif (- 0,4 %) au quatrième trimestre de l'an passé ; le déficit commercial a atteint plus de 10 milliards de francs en janvier 1991 et la production industrielle a chuté de 5 % depuis août 1990. La classe ouvrière, à travers la montée spectaculaire du chiffre déclaré du chômage et les nouvelles vagues de licenciements annoncées, qui sont les signes les plus révélateurs du brutal ralentissement de l'activité économique, fait déjà lourdement les frais de cette récession.

### LES LICENCIEMENTS S'ABATTENT...

Le fléau du chômage et la crainte du licenciement, sans cesse suspendus au-dessus de la tête des ouvriers, représentent en concentré l'impasse à laquelle les condamne le capitalisme aujourd'hui. Le système révèle son incapacité à conserver ou à intégrer une partie de plus en plus grande d'ouvriers sur le marché du travail. Malgré l'envergure des traficotages constants opérés par le gouvernement sur les chiffres du chômage (voir ci-dessous), le nombre des chômeurs recensés a augmenté de 1,8 % en février, faisant passer le taux de chômage reconnu officiellement de 9 % à 9,2 % de la population active en un seul mois, ce qui représente la plus forte poussée du chômage enregistrée depuis 1984.

La liste des charrettes de licenciés serait trop longue à énumérer ici. Les suppressions d'emploi touchent tous les secteurs, à commencer par ceux dits "de pointe" comme l'informatique (IBM cette année, après Bull et Olivetti) et ceux qui étaient réputés "les points forts" de l'industrie française. Pour ne citer que quelques exemples :

- Dans l'automobile : 4900 suppressions d'emploi annoncées chez Michelin d'ici à fin 1992 (voir article ci-dessous) ; réduction de 829 postes de travail à Renault-Véhicules Industriels où il s'agit du neuvième plan de licenciement présenté depuis 1978, ramenant pour la même période les effectifs de 36 000 à 18 000 ; intensification des licenciements chez Renault (l'usine de Renault St-Ouen a cessé de fonctionner le 31 mars dernier alors que la fermeture définitive de Billancourt est annoncée pour 1992). Ainsi, les effectifs de Renault ont chuté de 100 000 ouvriers en 1977 à 60 000 aujourd'hui et la direction a prévu de les réduire à 45 000 d'ici à fin 1992. Une partie de l'usine Chausson de Gennevilliers produisant des camionnettes va fermer ses portes d'ici à l'été, rejetant sur le pavé plusieurs centaines d'ouvriers.

A Peugeot-Sochaux, ce sont les mises en chômage technique qui se multiplient : trois jours pour les 23 800 salariés de l'usine, soit quinze jours chômés depuis le mois de décembre dernier. A Citroën-Rennes, cinq jours de chômage ont aussi été décidés dans le seul mois d'avril pour les 12 200 ouvriers.

- Dans l'industrie chimique : 1023 suppressions d'emploi ont été annoncées chez Rhône-Poulenc, réparties sur cinq sites...

La durée officielle moyenne du chômage ne cesse de s'allonger atteignant un an, alors que 35 % des chômeurs encore recensés par l'ANPE dépassent ce seuil.

La paupérisation s'intensifie, touchant des fractions de plus en plus larges d'ouvriers. Le nombre d'ouvriers ayant recours au revenu minimum d'insertion ne cesse d'augmenter, contraignant le gouvernement à gonfler l'enveloppe budgétaire de cette année (4 milliards cette année contre 2,5 l'an dernier). Un nombre croissant de jeunes ouvriers se retrouvent ainsi éjectés de toute vie sociale, ne pouvant plus se loger, se nourrir ni se soigner décemment. En même temps, la précarité de l'emploi gagne encore du terrain (42,7 % des embauches en 1990 contre 27,6 % en 1979). Les contrats emploi-solidarité (CES) vont passer de 300 000 à 400 000 cette année car le salaire au rabais de cette main-d'oeuvre revient encore moins cher qu'une allocation de chômeur. Par contre, 50 000 actions de formation pour les chômeurs de longue durée vont être purement et simplement supprimées.

La dernière "trouvaile" du ministre du Travail, Soisson, vient récemment d'être "mise en réserve" : "Mieux vaut le chômage partiel que les licenciements qui rompent le contrat de travail." Hypocritement, il oppose ainsi "la réduction d'horaires aux réductions d'effectifs". Sornettes encore ! L'objet de la manoeuvre est tout autre : le projet d'associer l'UNEDIC (caisse d'indemnisation du chômage) au financement du chômage partiel alors que, jusqu'ici, Etat et entreprises se partageaient cette charge chacun pour moitié, signifie un nouveau coup très rude qui se répercuterait intégralement sur la classe ouvrière d'une manière ou d'une autre. De plus, l'argument "social" est un sinistre mensonge : les mesures de mise en chômage partiel se généralisent (leur taux a augmenté de 230 % en un an) en même temps que les plans de licenciement redoublent. Après l'échec (provisoire !) de ces négociations sur l'indemnisation du chômage partiel, Soisson a du coup cyniquement promis un déluge de nouveaux licenciements...

### ...ALORS QUE TOUTES LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES S'INTENSIFIENT

En décembre dernier, Rocard avait fixé les "impératifs nationaux" de la "politique salariale" à mener en 1991 : pas d'augmentation au-delà de 2,5 % pour l'année, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public (on le sait déjà : le taux d'inflation prévu sera au moins du double). Cela signifie une chute vertigineuse du pouvoir d'achat, alors qu'on dénombre 1,6 million de smicards (leur nombre a crû de 100 % en dix ans...). Mais aujourd'hui, la situation s'annonce bien pire.

C'est carrément le blocage des salaires qui a été décrété au cours des premières conventions collectives, notamment dans les compagnies de transport aérien (Air France, Air Inter, UTA) mais aussi dans l'énorme secteur bancaire (250 000 salariés). Les agences de tourisme et d'autres entreprises où des pertes importantes ont été enregistrées en 1990, comme Bull et Thomson, ont annoncé leur intention d'agir de même. Après un chantage à la mise en chômage partiel non indemnisé chez Air France, le gel des salaires a été as-

(SUITE PAGE 6)

## CHOMAGE

### QUAND LA VERITE SORT DE LA BOUCHE DES PATRONS

■ Les bourgeois se permettent de dire la vérité... entre eux ! C'est dans une revue patronale intitulée "Challenges", réservée à un public initié de dirigeants d'entreprise, que sont "révélés" les "vrais chiffres du chômage" dans un article au titre "provocateur" : "Vive le chômage !", daté de mars 1991.

Aveux édifiants ! Qu'on en juge : "En réalité, le nombre de chômeurs s'élève aujourd'hui à 15,5 % de la population active au lieu des 9 % annoncés d'après les statistiques officielles... Ce sont près de 4,5 millions de Français qui pourraient travailler et n'ont pas d'emploi (et non 2,6 millions de chômeurs - nombre officiel de chômeurs), si l'on inclue les quelques centaines de milliers d'exclus qui ne trouvent même pas refuge dans une colonne de statistiques". Vertigineux...

Et l'article dissèque avec minutie tous les truquages du gouvernement : "Officiellement, (...) il y a 2,48 millions de chômeurs du fait des "variations saisonnières", chiffre utilisé par l'INSEE pour calculer le taux de chômage... Mais si l'on gratte le vernis, ne serait-ce que celui des variations saisonnières, on observerait 2,59 millions de demandeurs d'emploi, au sens du Ministère, à la fin du mois de novembre 1990..."

Cependant, "le ministère du travail ne tient compte que des demandeurs d'emploi dits de première catégorie, inscrits à l'ANPE et à la recherche d'un emploi à temps complet à durée indéterminée : les chômeurs "propres".

Mais (...) si l'on ajoute les travailleurs en quête de travail à temps partiel, à durée déterminée, les chômeurs de plus de 55 ans dispensés de pointage en vertu d'une disposition de 1985, les allocataires en formation-reclassement, les chômeurs malades pris en charge par la Sécurité Sociale, les chômeurs venant de changer d'adresse en instance d'immatriculation dans les nouvelles ANPE, ceux qui bénéficient d'une convention de conversion, les femmes seules et sans emploi bénéficiaires de l'allocation femmes isolées et ceux qui bénéficient d'un plan d'action d'insertion-formation, on obtient le chiffre de 3,51 millions. N'oublions pas les jeunes parqués dans les SIVP, les contrats emploi-solidarité et les pré-retraités et l'on atteint le

chiffre impressionnant de 3,72 millions, soit un "vrai" taux de chômage de 15,5 % au lieu des % déjà considérés comme alarmants".

Ce n'est pas tout : "Cette litanie des oubliés de la statistique ne sera complète qu'après avoir fouillé au fond des oubliettes : au plus près de la lumière, on trouve 400 000 allocataires du RMI (revenu minimum d'insertion) laissés sur le carreau avec un revenu mensuel moyen de 1 800 francs. Moins de 8 % d'entre eux retrouvent du travail. Au plus profond, les pieds dans le ruisseau, entre 400 000 et 800 000 adultes en âge de travailler vivent sous le seuil absolu de pauvreté et souffrent de carences alimentaires graves. Total : près de 4,5 millions d'exclus du monde du travail !"

Et encore, précise l'enquête, ces chiffres ne prennent en compte ni les demandeurs d'emploi pour les mois à venir (les 100 000 à 200 000 jeunes arrivant sur le marché du travail), ni "les 248 600 petits Français appelés chaque année pendant douze mois sous les drapeaux dans un bien utile bassin de rétention. Sans le service militaire obligatoire, le chômage n'affecterait-il officiellement "que" 18,4 % des moins de 25 ans ?", interroge l'auteur de l'article.

Voilà un résumé saisissant de "l'oeuvre sociale" réalisée par ce gouvernement étiqueté "socialiste" par ceux-là même qui appâtaient et menaient en bateau les ouvriers par de belles promesses électorales durant toutes les années soixante-dix et qui prétendent encore actuellement faire "malgré tout plus de social que les autres" ! Voilà le résultat concret de la politique poursuivie par la "gauche au gouvernement" ! Le PS, champion du bluff, des mensonges permanents, des méthodes de falsification et de traficotage qu'il n'a cessé de développer et de perfectionner à l'extrême, a donné l'exemple à toutes les autres fractions de la bourgeoisie en menant depuis dix ans, sans discontinuer, les attaques les plus féroces contre la classe ouvrière depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

## MICHELIN Les syndicats font passer la pilule des licenciements

■ Il y a une semaine, Michelin, numéro un mondial du pneumatique annonçait le prix à payer pour tenter de sauvegarder sa compétitivité : 10 000 suppressions d'emplois, soit plus de 15 % de ses emplois industriels dans le monde. Puis, huit jours après, on révisé ces chiffres : en fait, il y aura au moins 16 000 licenciements.

Ce qu'avec un certain cynisme la bourgeoisie appelle le "nouveau plan social", se présente d'une bien sinistre manière pour les ouvriers : au minimum 2 000 ouvriers licenciés en Espagne, 800 en Grande-Bretagne. Aux Etats-Unis, 2 230 emplois disparaîtront avec notamment la fermeture d'Eau-Claire, d'Uniroyal Goodrich, groupe pourtant racheté il y a peu de temps par Michelin.

Les unités de Michelin en France sont les plus atteintes par cette attaque : pour le moment on annonce 4 900 licenciements. Ce chiffre n'est d'ailleurs pas définitif, puisqu'on est loin du total des licenciements prévus et que d'autre part, ce "plan social" n'intègre pas les filiales du groupe (Kléber, Wilber, Pneu Laurent...).

D'ores et déjà, il est prévu qu'un certain nombre d'usines ferment purement et simplement leurs portes : c'est le cas de celle de Bourges (pneumatiques pour poids lourds employant plus de 600 personnes) et celle d'Orléans (600 personnes).

Mais ce ne seront pas les seules unités touchées en France. Ainsi les ouvriers de la manufacture de Clermont-Ferrand connaissent aujourd'hui leur cinquième "plan social" : plus de 6 000 personnes ont fait les frais des quatre précédents, depuis le début des années 80. On n'a pas de mal à imaginer la colère des ouvriers quand neuf mois seulement après la suppression de 2 260 emplois, on vient leur annoncer brutalement que l'effort doit être poursuivi par le licenciement supplémentaire de 2 430 d'entre eux. Colère renforcée par le fait que la direction a déjà annoncé que la quasi totalité des "méthodes douces" (départs en préretraites, contrats-bidons et autres retours au pays d'origine pour les travailleurs immigrés) était épuisée. Pour 300 à 400 ouvriers au minimum, ce sera donc les licenciements secs sans mesure d'accompagnement, sans fioritures, sans ménagement : aucun ouvrier aujourd'hui ne peut se sentir étranger à cette attaque. Quant à la direction de Michelin elle croit pouvoir dormir la conscience tranquille puisqu'en même temps qu'elle supprime les emplois à tour de bras, elle verse plus de 90 millions de francs supplémentaires à sa "mission d'industrialisation et de développement économique de la région", c'est-à-dire à... la création d'emplois dans la région !!

C'est sans doute cela que la bourgeoisie appelle "faire du social". C'est sans doute cela que Rocard, Charasse et Cie appellent un "plan social exemplaire" et "qui doit convaincre" (sic !). En fait c'est, pour la région, une véritable catastrophe économique.

Comment dans ces conditions, les ouvriers pourraient-ils être dupes ? Comment pourraient-ils rester calmes devant tant de crapulerie ?

Leur colère et leur crainte de se retrouver jetés à la rue est parfaitement légitime. Ils veulent se battre, ils ont raison, puisqu'ils n'ont pas d'autre choix.

Mais les ouvriers n'ont même pas le temps de réagir que les syndicats occupent le terrain en première ligne. Dès l'annonce du "plan social", les voilà organisant toutes sortes d'actions préventives : manifestations-bidons dans le centre ville avec en tête les élus socialistes locaux, les mêmes qui, à travers le gouvernement Rocard soutiennent ces licenciements ; actions-commando démoralisantes et dans lesquelles ils se donnent à bon compte le visage du radicalisme combatif de ceux qui ne sont prêts à "rien laisser passer" ; création d'une "coordination européenne des Michelin" décidée par eux, CFDT en tête. Avant que les ouvriers n'aient eu le temps de se regrouper autour de leurs propres revendications, voilà encore ces mêmes organisations syndicales lançant leurs mots d'ordre : "Non aux licenciements... à Clermont-Ferrand", "la région doit vivre". Les voilà enfin, appelant au "soutien de la population".

Ainsi, dès le début les ouvriers sont privés de leur lutte, encadrés, et conduits tout droit vers les mêmes pièges que leur tend à chaque fois la bourgeoisie. Le trop sinistre scénario de Renault-Billancourt est en train de se remettre en place une nouvelle fois. Les mêmes pièges sont tendus. Celui de la "défense de l'usine" et "de la région" qui fatalement séparent les ouvriers de ceux des autres usines et secteurs aculés, comme eux, aux mêmes attaques, et qui visent à enfermer les travailleurs dans le cadre étroit du corporatisme. Celui de la "solidarité de la population" qui n'a d'autre but que de noyer les ouvriers dans l'ensemble des commerçants, et autres fractions petites-bourgeoises, comme si les ouvriers pouvaient avoir avec les autres couches de la population, les mêmes intérêts à défendre.

Inévitablement, de tels pièges conduisent à la défaite, à la plus profonde démoralisation, comme cela l'a été pour Renault-Billancourt. Inévitablement dans cette voie, les ouvriers sont conduits pieds et poings liés à la soumission et à l'acceptation des licenciements.

Contrairement à ce qu'on veut leur faire croire, la crise ne touche pas exclusivement Michelin, la région... La crise économique est partout et partout les ouvriers sont confrontés au même prix à payer en licenciement, baisse des salaires, dégradation des conditions de travail...

Pour tenter de faire reculer ces attaques, les ouvriers sont contraints de se battre, mais la lutte véritable pour avoir quelque chance de réussir, ne peut s'engager qu'au-delà du cadre de l'usine ou de la corporation. La seule arme véritable c'est d'abord et avant tout d'aller chercher la solidarité des autres ouvriers, qui comme eux subissent les mêmes pressions, les mêmes menaces d'être mis au chômage. C'est d'aller chercher la solidarité de ceux qui ont fait partie des précédentes charrettes de licenciements. C'est de ne faire confiance, pour conduire et organiser leur lutte, qu'à eux mêmes et surtout pas aux syndicats dont on est sûr qu'ils feront tout pour canaliser la colère vers des impasses et entrainer le mouvement vers la défaite.

Les amères expériences que font aujourd'hui les ouvriers de Michelin concernent l'ensemble de la classe ouvrière. Voilà quelles sont les leçons qu'ils doivent retenir à l'avenir pour être capables d'une part de résister aux attaques grandissantes de la bourgeoisie, d'autre part de développer leurs combats de classe.

(13)

MO

# MISERE OUVRIERE EN URSS

## C'EST ENCORE ET TOUJOURS LE CAPITALISME QUI EN EST RESPONSABLE

■ La décomposition de l'URSS s'accélère. Frappé de plein fouet par la crise mondiale, confronté à l'éclatement de ses structures économiques et politiques, l'Etat russe plonge dans le gouffre.

Le pourrissement avancé de l'appareil d'Etat et des instances dirigeantes à tous les niveaux, dont la cohésion et le fonctionnement sont maintenus à grand-peine, se traduit par un chaos de plus en plus inextricable. Les conflits nationalistes inter-ethniques, dont le dernier en date entre les Osètes et les Géorgiens a fait plus de 100 morts en quelques jours, ne se comptent même plus ; le pouvoir central s'effrite de manière accélérée et ne peut plus répondre aux problèmes des "provinces" que par la répression sauvage systématique des troupes "spéciales" du ministère de l'Intérieur.

### L'ENFONCEMENT DES OUVRIERS DANS LA MISERE

Au niveau économique, l'effondrement est la seule perspective à l'ordre du jour. Ainsi, la chute de la production officielle est de plus de 30 %, parallèlement à une inflation, officielle elle aussi, de 60 % ; le rouble, de 3 F sur le marché soviétique, ne vaut plus que 20 centimes à l'étranger ! Toutes les tentatives de Gorbatchev de réduire le marché noir, un des objectifs principaux de sa "perestroïka", n'ont mené qu'à le développer et le rendre plus vivace encore.

La population ne survit plus que grâce au troc et la criminalité se développe à toute vitesse, particulièrement dans la police et dans l'armée.

Les entreprises d'Etat "privatisées" ferment les unes après les autres, tandis que leurs directeurs disparaissent dans la nature, la caisse sous le bras.

La bourgeoisie russe elle-même, avec l'extension des mesures libérales "perestroïkistes", prévoit 40 millions de chômeurs pour les années à venir. Et c'est sans aucune mesure ni décence qu'elle assène un flot ininterrompu d'attaques de tous ordres sur la classe ouvrière.

Ainsi, après les hausses de prix d'une moyenne de 20 % en janvier, qui venaient aggraver féroce les conditions de vie d'une classe ouvrière dans la misère permanente, après les hausses de février encore, le gouvernement soviétique a frappé derechef début avril avec des augmentations de 200 % sur le pain, par exemple, de 100 % sur le sucre, et avec des hausses du même ordre sur d'autres produits de première nécessité (lait, huile, pâtes, etc.). De la viande, il n'y en a plus depuis longtemps.

Les mesures comme celles sur la réduction autoritaire de l'épargne ouvrière de 50 %, sous prétexte de réduire l'inflation (!), vont devenir permanentes et atteindre de plus hauts pourcentages.

Ainsi, non seulement les ouvriers pourront de moins en moins s'acheter une nourriture, déjà rare et de plus en plus chère, mais la bourgeoisie leur vole encore carrément leur argent qui vaut aussi de moins en moins cher !

De fait, la bourgeoisie russe "libérale", étrangle littéralement une classe ouvrière déjà rendue exsangue par des décennies d'exploitation et de misère.

"Allons, moujiks, au travail, le temps presse !" C'est avec ces mots que le ministre de l'industrie houillère congédiait le 2 avril, les représentants des 300 000 mineurs de Vorkuta en grève. Gorbatchev, ce merveilleux démocrate, cette étoile du libéralisme à la russe, prix Nobel de la Paix, faisait quant à lui passer la semaine suivante, un décret interdisant purement et simplement les grèves !

Voilà donc à quoi se réduit le programme des tenants de la perestroïka : misère et oppression pour les ouvriers, bien pires encore qu'auparavant.

### UNE CAMPAGNE DIRIGEE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE DE L'OUEST

Cette effrayante réalité, qui frappe la classe ouvrière en URSS, la bourgeoisie occidentale ne la cache même pas aux ouvriers ici, dans les pays développés. Au contraire : elle nous l'étale avec complaisance. Cela est, bien sûr, loin d'être

innocent. Ce dont la bourgeoisie cherche à persuader les ouvriers ici, c'est que ce délabrement extrême est le résultat direct de 70 ans de "communisme". Ce serait une marque quasi indélébile que celui-ci laisserait sur l'Etat "soviétique". Cette campagne sournoise n'est que la poursuite de la propagande répugnante qu'elle sert depuis bientôt deux ans en identifiant de façon éhontée le stalinisme au communisme, afin de tenter d'éloigner le prolétariat de l'Ouest de sa propre perspective : la révolution communiste mondiale, seule véritable libération de l'humanité.

La misère, le chaos, ce serait la faute au "communisme" qui dominait auparavant, au "communisme" qui aurait tout perverti et pourri. "D'ailleurs, dit-elle à la classe ouvrière, regardez comme ce système est pernicieux. Regardez la pauvreté qui perdure et s'aggrave, parce que ce sont les séquelles du "communisme encore à l'oeuvre !". Et d'insister dans tous ses médias sur les souffrances et les difficultés incommensurables auxquelles est soumise la "démocratisation" de l'URSS, confrontée aux ex-staliniens - ces résidus du "communisme" - encore au pouvoir, entravée gravement dans sa marche par les structures "communistes" encore existantes. La bourgeoisie occidentale voudrait nous présenter la bataille politique entre Gorbatchev et Eltsine (dont le second serait plus radicalement démocrate), comme une manifestation des efforts laborieux de la "démocratie", de la bataille titanique engagée pour forger une nouvelle société "libérale" contre le "communisme".



GREVE DES MINEURS EN URSS

Malgré leurs illusions démocratiques, les ouvriers se battent contre la misère.

Voilà l'essentiel du message qu'elle veut faire passer aux ouvriers des pays développés, reprenant de temps à autre les images d'ouvriers de l'Est déboulonnant les statues de Lénine, pour mieux faire passer sa propagande mensongère.

Malheureusement pour elle, les Etats qu'elle nous donne comme des modèles de "démocraties libérées de l'enfer communiste" plongent aujourd'hui les ouvriers dans une misère sans précédent. La bourgeoisie n'a jamais tari d'éloges sur les nouveaux sauveurs "démocrates" tels Walesa et Vaclav Havel. Walesa, chef de "Solidarité", "héros" des grèves de 1980 en Pologne, "héros" des années 80 ; Havel, écrivain emprisonné, "pur" et "apolitique", "héros" des événements de 68 à Prague et des traditions "démocratiques" en Tchécoslovaquie. Tout cet édifice mensonger s'écroule comme un château de cartes à l'épreuve des faits.

L'économie polonaise "libérale", "démocratisée" avec Walesa comme président et le syndicat Solidarité à sa tête,

s'effondre ; le chômage va passer, de 7 % de la population active en 1990, à près de 20 % cette année avec plus de 2,7 millions d'ouvriers sur le pavé, les prix augmenteront officiellement de 350 % pour 1991 après avoir augmenté de 740 % en 1990 et le gouvernement polonais prévoit des pertes sèches de salaires ! La misère est telle qu'à peine deux jours après l'ouverture de la frontière Oder-Neisse le 8 avril, 50 000 polonais avaient déjà passé la frontière pour l'Allemagne ! Mais c'est encore sur la crapulerie démocratique et anti-communiste, que compte Walesa pour faire passer la pilule amère de l'austérité galopante : il propose l'auto-dissolution du Parlement dont une majorité est encore "communiste", afin d'organiser "des élections rapides... pour que le Parlement retrouve sa légitimité aux yeux d'une population éprouvée par les mesures d'austérité et qui manifeste de plus en plus son mécontentement." (Le Monde du 9/3).

Les ouvriers de Tchécoslovaquie, sous la férule "démocratique" de Vaclav Havel, sont précipités eux aussi dans le marasme. La "libération" des prix du 1er janvier a provoqué une hausse des produits de première nécessité de près de 100 %, hausse renforcée par l'instauration d'une TVA, comme en URSS, et l'Institut des prévisions tchécoslovaques estime que "les prix décolleront plus vite que prévu, lorsque toutes les barrières seront levées", c'est-à-dire avec la "libéralisation" de toute l'économie. En 3 mois, le chômage, inexistant, est passé à 100 000 chômeurs et ce n'est qu'un timide commencement.

### L'ILLUSION DEMOCRATIQUE, UN PIEGE MORTEL POUR LA CLASSE OUVRIERE PARTOUT

Malgré tout, c'est encore cette illusion démocratique que la bourgeoisie essaye d'utiliser en URSS aujourd'hui pour vider les luttes ouvrières de leur contenu réel et de toute perspective. Les grèves qui se déroulent en ce moment-même dans les mines de Vorkuta, dans les usines métallurgiques de l'Oural, celles qui incluent quasiment toutes les entreprises de la ville de Minsk, sont toutes prises dans l'étau "démocratique", mettant en avant les revendications "politiques" de la bourgeoisie (démission de Gorbatchev, dissolution du Parlement, soutien à Eltsine, ce stalinien défroqué avant les autres...) soufflées par les syndicalistes "libres", au détriment des revendications salariales ou sur les conditions de vie, seules véritables revendications ouvrières politiquement unificatrices du combat de la classe ouvrière. Sur ce terrain "démocratique", bourgeois, les ouvriers ne peuvent qu'aller au casse-pipe derrière l'une ou l'autre des fractions de la bourgeoisie qui s'affrontent et se font, une fois de plus, imposer la loi du capital, une misère et une exploitation capitalistes accrues.

A l'Ouest, la bourgeoisie tente d'exploiter la situation catastrophique de l'URSS et les conditions de vie terribles auxquelles sont réduits les ouvriers là-bas pour marteler l'idée ; face à une classe ouvrière qui, elle, n'est pas embrigadée derrière la démocratie, derrière l'illusion démocratique, qu'il n'y a pas d'autre société possible que son système capitaliste. Le "communisme", ce serait non seulement un leurre, mais la pire des monstruosité que l'humanité ait jamais produite ; la preuve, tous les pays "communistes" - et les ouvriers eux-mêmes en tête - n'ont qu'une hâte : en sortir, et voyez avec quelles difficultés, avec quels accouchements ou forçeps !

Mensonge infect ! La bourgeoisie cache, la bourgeoisie doit cacher, que le stalinisme est un produit de SON système, le capitalisme, un produit de sa propre décadence et de sa propre monstrueuse agonie, pas un produit du communisme qui, lui, n'a encore jamais existé. A travers ses mensonges, elle veut occulter la réalité de la décomposition de tout son système, décomposition dont les événements à l'Est, la faillite du stalinisme, l'effondrement du bloc de l'Est, le chaos qui se développe, sont les manifestations parmi les plus crues et les plus significatives. En portant la faute sur un soi-disant communisme à l'Est, elle espère à la fois cacher que cette décomposition est la sienne et ne peut que s'étendre à la planète toute entière, pays développés y compris, et en même temps empêcher la classe ouvrière de ces mêmes pays développés, de prendre conscience de la gravité et de l'horreur de la situation que le capitalisme et sa bourgeoisie imposent et vont chercher à toujours plus imposer à toute l'humanité.

PPR

## L'Etat socialiste mène l'offensive anti-ouvrière

(SUITE DE LA PAGE 5)

sorti d'autres douceurs telles l'élimination des travailleurs intérimaires à Air France et Air Inter, la suppression du droit au report des congés et sans doute le "report" en décembre des primes versées en mai à UTA.

C'est, dans la fonction publique, l'annonce d'économies budgétaires importantes : le 10 mars, le gouvernement promettait une réduction du budget de 10,2 milliards ; huit jours après, on apprenait que ces coupes claires pourraient atteindre le double de cette somme. Et on nous annonce maintenant la bagatelle de 40 milliards de francs qui sont à trouver entre les coupes budgétaires et les hausses d'impôts à venir. Comment le gouvernement "socialiste" va-t-il réaliser cela ? La couleur a été annoncée : ce sont les salariés de la fonction publique qui en feront les frais, d'une part au niveau des salaires (on voit déjà la tournure que prendra en fait "la refonte de la grille de la fonction publique"), d'autre part au niveau des effectifs. Pour l'an prochain, il est question de réduire d'au moins 1 % chez les fonctionnaires, ce qui signifie la suppression de nouveaux milliers de postes et, naturellement, cela va surtout concerner les catégories les plus basses ! Tout le secteur public va être touché. Ainsi, à la SNCF, après 2500 suppressions d'emploi en 1990, 5000 postes doivent être éliminés cette année.

En même temps, la classe ouvrière se trouve de plus en plus assaillie par des attaques générales, frontales, contre ses conditions de vie. On nous reparle du "trou" de la Sécurité sociale, qui se serait encore considérablement creusé (après 9 milliards en 1990, le déficit devrait atteindre 17 milliards en 1991 et 30 milliards en 1992), au moment où commence à être retirée sur la feuille de paie la contribution sociale généralisée (CSG). Pour les retraités, la pilule a été encore plus

amère : la pension de janvier de beaucoup d'entre eux a été versée le 8 février. Résultat : celle-ci s'est trouvée déjà amputée de 1,1 % pour le compte de la CSG sous prétexte que ce prélèvement prenait effet au 1er février. On ne saurait être plus cynique ! Et la bourgeoisie a déjà annoncé ce qui attend chacun l'an prochain : le taux de prélèvement serait porté à 1,75 % et, cette fois, plus question de compensation pour les salariés ! Parallèlement, le régime des retraités devrait faire rapidement l'objet d'une "réforme radicale" (voir "RI" n° 195) dont le premier volet serait l'indexation des pensions non plus sur les dix meilleures années de salaire, mais sur la moyenne de l'ensemble de la carrière, alors que, depuis un an déjà, le pouvoir d'achat des retraités décline officiellement. Par ailleurs, le ministre de la Santé, Evin, a commencé à mettre sans tarder en application ce qu'il énonçait le 5 février : "Je me réserve de compléter le dispositif de régulation des dépenses de santé par d'autres décisions." Le 12 mars, un décret publiait la liste de 141 produits pharmaceutiques combattant la fatigue qui ne seraient plus remboursés par la Sécurité sociale. Et ce n'est pas fini...

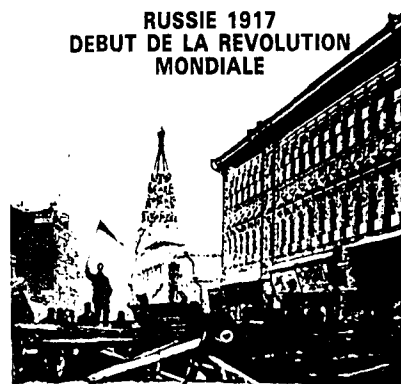
La classe ouvrière va être inévitablement confrontée dès les mois qui viennent à une accélération folle, effroyable, des attaques de la bourgeoisie, lui imposant des conditions de vie autrement plus dramatiques que celles qu'elle a pu connaître et affronter jusqu'ici. Loin de l'amener à la résignation, cette perspective ne peut que renforcer sa combativité et sa détermination à entrer en lutte. Elle n'aura pas d'autre choix que de retrouver massivement le chemin de ses combats de classe.

CB

### LISEZ NOTRE BROCHURE

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

RUSSIE 1917  
DEBUT DE LA REVOLUTION  
MONDIALE



# LA CLASSE OUVRIERE DOIT SAVOIR RECONNAITRE SES ENNEMIS

Comment, nous demande-t-on souvent, peut se mesurer la progression de la conscience de classe au sein de la classe ouvrière ? La question est vaste et la réponse que l'on saurait y apporter revêt nécessairement une certaine complexité. Il existe néanmoins des repères et l'un des principaux réside dans le degré d'aptitude que manifeste le prolétariat dans ses plus larges rangs à identifier dans les partis "socialistes" ou "communistes" à la Mitterrand ou à la Marchais ainsi que dans les syndicats et les groupes gauchistes ses ennemis de classe. Pour les ouvriers, qui subissent au quotidien les harassantes conditions de l'exploitation capitaliste, cette reconnaissance apparaît bien entendu lente, malaisée, inégale. Elle demeure entachée de contradictions d'autant plus longtemps que ces forces politiques "ouvriéristes", "radicalisent" et "extrémisent" leur langage.

De ce malencontreux état de chose témoigne assez bien la lettre que nous adresse Pascal depuis Montbéliard. A propos des dénonciations inlassables que les articles de "RI" font des trotskistes, ce lecteur nous écrit notamment ceci :

*"Je vous trouve un peu sectaire envers les organisations ouvrières qui ne pensent pas comme vous. Certes, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et Lutte Ouvrière (LO), sous prétexte d'anti-impérialisme, soutiennent n'importe quel dictateur ou futur dictateur tiers-mondiste. Mais de là à croire que ces groupes font partie du camp de la bourgeoisie. J'aimerais bien savoir ce que le capital peut avoir comme intérêts à s'emmerder avec des groupuscules trotskistes, alors qu'il a déjà à son service une multitude de partis du FN au P"CF."*

## Notre réponse

■ Que révèlent de telles lignes malgré l'amorce d'une attaque - d'ailleurs ambiguë et confuse - des groupes trotskistes qu'elles contiennent ? Sinon la persistance de fortes illusions sur la nature de classe de ces formations, doublées d'une grande sous-estimation du rôle que remplissent les trotskistes à l'extrême gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie contre le prolétariat. Aussi bien, loin de nous convaincre de faire montre d'un peu moins de sectarisme envers la LCR, LO et consorts, la lettre de Pascal nous renforce au contraire dans notre détermination à tracer encore plus nettement pour les ouvriers la frontière absolue et définitive qui sépare le camp des groupes révolutionnaires de la classe ouvrière - entre lesquels, comme le CCI ne cesse d'en défendre le principe, nul sectarisme ne doit exister - de celui des ex-organisations ouvrières qui ont rallié le camp de la bourgeoisie.

### DEPUIS CINQUANTE ANS, LES TROTSKISTES SOUTIENNENT TOUJOURS UN CAMP IMPERIALISTE CONTRE UN AUTRE

Pour cela, il n'y a pas de plus sûr critère que celui de l'attitude face à la guerre capitaliste. C'est en effet à la capacité de défendre le principe crucial du mouvement ouvrier qu'est l'internationalisme prolétarien dans le temps même où la bourgeoisie multiplie les justifications de son bellicisme et développe des pressions extrêmes pour entraîner les ouvriers des différents pays dans la tuerie que se délimitent les véritables formations militantes de la classe ouvrière. Or, dans la guerre du Golfe, de quel internationalisme ont fait preuve les trotskistes ? Ont-ils dit aux ouvriers d'Irak comme à ceux des autres pays belligérants que le conflit était impérialiste de quelque côté qu'on le regarde ? Pas du tout et bien que les motivations impérialistes du capitalisme de Bagdad, fussent-elles défensives, ne souffrirent aucune ambiguïté, la LCR et LO, chacune à sa façon, ont expliqué que le seul vrai impérialisme résidait dans les armées coalisées sous la direction des Etats-Unis et que l'Occident constituait l'unique fauteur de la guerre. Elles ont voulu démontrer aux prolétaires que l'Irak, en dépit de la nature de son chef d'Etat, Saddam Hussein, menait la guerre noble et juste des pays pauvres contre l'hégémonie des grandes puissances capitalistes. Contrairement à ce que pense Pascal dans sa lettre, ce n'est pas parce que les trotskistes ont soutenu le dictateur de Bagdad qu'ils se démontrent en soi dénonçables mais parce qu'ils ont appelé les ouvriers en général à choisir un des deux camps de guerre bourgeois et les prolétaires irakiens en particulier à subir l'atroce carnage que l'on sait pour un Etat qui, pas davantage que n'importe quel Etat, ne saurait être le leur. Le crime de la LCR, de LO et des autres contre le prolétariat dans la guerre du Golfe, en même temps que la nature bourgeoise de ces officines gauchistes, ne se manifeste pas tant par le terme du choix qu'elles ont désigné aux ouvriers que dans le fait d'avoir invité ceux-ci à cautionner sinon à participer comme chair à canon à cette nouvelle boucherie interimpérialiste.

Mais il ne s'agit aucunement là d'une soudaine déviation de l'internationalisme de la part des trotskistes. Leur position par rapport au conflit du Golfe se situe en fait dans la droite ligne du soutien aux luttes déclarées de "libération nationale" que, d'Indochine aux pays d'Amérique latine et d'Afrique, ils ont indéfectiblement apporté depuis près de cinquante ans alors même que ces guerres ne constituaient rien d'autre, par bourgeoisies du "tiers monde" interposées, que les moments de l'affrontement entre les deux impérialismes majeurs de la planète, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Combien de dizaines de milliers de prolétaires n'ont-ils pas péri pour le capitalisme mondial d'avoir écouté les trotskistes les enjoignant de rallier les fameuses guérillas "populaires" ? Et toute cette antiphrase de l'internationalisme prolétarien découle en fin de compte de la trahison irremédiable du camp ouvrier que commirent les ancêtres de LO et de la LCR, jusqu'aux parties prenantes de la classe ouvrière, durant la seconde guerre mondiale en conviant les prolétaires à intégrer les "résis-

tances" nationales contre l'occupation des troupes nazies et à défendre l'impérialisme soviétique.

### UN LANGAGE RADICAL POUR MIEUX RABATTRE LES OUVRIERS DERRIERE LA GAUCHE ET LES SYNDICATS...

Mais, au-delà même de la compréhension des racines historiques du passage du trotskisme à la bourgeoisie, il reste aujourd'hui pour la classe ouvrière des faits, des actes commis par ces organisations, contre les luttes ouvrières elles-mêmes.

Ces organisations n'ont pas pris n'importe quelle place au sein de la bourgeoisie. Parce qu'elles adoptent un langage radical, usant largement d'une terminologie "marxiste", "révolutionnaire", parce qu'elles se situent de façon critique vis-à-vis des partis de gauche et des syndicats qui se révèlent de plus en plus aujourd'hui comme anti-ouvriers, elles peuvent apparaître aux yeux de la classe ouvrière comme "différentes", "plus près des ouvriers". Depuis la reprise de la lutte de classe à la fin des années 60, l'attitude des organisations trotskistes, dans ses grandes lignes, peut se résumer ainsi : durant la période des années 70, quand les partis de gauche et les syndicats maîtrisaient bien la situation, quand ils étaient en position forte où ils pouvaient entretenir l'illusion au sein de la classe ouvrière qu'ils étaient capables de proposer une autre politique "en faveur des ouvriers", et qui "devait permettre de sortir de la crise", à ces moments-là, les trotskistes ont soutenu ouvertement la gauche et les syndicats sous des prétextes fallacieux : "ils vont dans le bon sens" ! Par contre, dans les années 80, alors que la tendance était à des situations de luttes ouvertes et massives où partis de gauche et syndicats tendaient à perdre le contrôle de la situation, le rôle des trotskistes a consisté, alors, "aux côtés des ouvriers", à critiquer fortement la gauche et les syndicats et essayer de se poser en représentants "vrais", "de base", des ouvriers pour saboter les luttes et ramener ceux-ci dans le giron des syndicats.

Le propre du syndicalisme de base consiste surtout à chercher au moyen d'un verbiage pseudo-radical à coller le plus possible au mouvement de la classe ouvrière. La classe en lutte traîne alors un parasite qui met tout en oeuvre pour saboter ses luttes quand les syndicats officiels ne suffisent plus et à la ramener à nouveau dans le giron syndical, pour qu'en dernière instance, elle s'en remette aux décisions du syndicat, en un mot, pour qu'elle se livre aux mains de son fossoyeur attiré.

### ...ET SABOTER LES LUTTES OUVRIERES

L'exemple le plus significatif de ce travail de sabotage assumé par les gauchistes est celui de la grève à la SNCF en décembre 1986-janvier 1987. Les cheminots, qui étaient partis en grève en dehors des syndicats et qui s'étaient organisés en assemblées générales, avaient, en quelques jours, étendu leur mouvement à tout le secteur ferroviaire. Parvenue à ce stade, la grève ne pouvait se renforcer que si elle réussissait à s'élargir à d'autres secteurs, comme le secteur public par exemple très sensible à ce moment là à tout ce qui se passait à la SNCF. Le syndicalisme de base, particulièrement animé par les militants trotskistes de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière, est parvenu à court-circuiter l'effort de la classe ouvrière tendu vers cet objectif en favorisant la formation précipitée et artificielle de plusieurs comités de coordination nationale. De cette manière, en focalisant les débats et l'attention des grévistes sur la question de la centralisation de la grève à la seule SNCF, ils sont parvenus, profitant et utilisant un fort sentiment corporatiste chez les cheminots, à les maintenir isolés dans leur secteur, conduisant ainsi le mouvement à la défaite, tout en n'apparaissant pas ouvertement comme les saboteurs du mouvement. En parvenant ainsi à déposséder les ouvriers du contrôle de leur propre lutte, et surtout en participant activement à son isolement avec l'ensemble de la bourgeoisie, les organisations trotskistes portent une des plus grandes responsabilités dans la défaite du mouvement de la classe ouvrière à la SNCF en France.

C'est cette tactique d'isolement corporatiste et de division qu'ils ont généralisée dans les luttes à la SNECMA au printemps 88, durant la grève des infirmières de l'automne de la même année, en parlant d'extension, mais intercatégorielle, dans la même corporation et tout cela à travers des coordinations bidons et auto-proclamées qu'ils manipulaient (cf. notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières").

Demain, quand la classe ouvrière développera ses luttes de résistance massivement parce qu'elle y sera de plus en plus contrainte par les attaques du capitalisme, quand elle s'affirmera encore plus nettement sur son terrain de classe, se dégageant de l'emprise des organes d'encadrement traditionnels de l'ennemi, elle retrouvera inévitablement sur son chemin les organisations d'extrême gauche de la bourgeoisie. Quand elle se lancera à l'assaut de l'Etat bourgeois, ces organisations, c'est certain, feront partie du dernier carré de la classe dominante qui fera tout pour s'y opposer.

Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, il devient de plus en plus vital que la classe ouvrière acquière une réelle capacité à faire obstacle aux menées gauchistes en sachant démasquer ses véritables ennemis et leurs manoeuvres, principalement ceux qui savent le mieux se camoufler en son sein, aujourd'hui les trotskistes, parce qu'ils sont passés le plus récemment dans le camp de la bourgeoisie. Dans ce processus, l'intervention des révolutionnaires est indispensable.

MCR

## PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, BXL 1  
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674-CARACAS 1020-A VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

**REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)**  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

**COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)**  
(publication en langue Hindi)  
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

## ABONNEMENTS

**ABONNEMENT SIMPLE** : 12 numéros du journal :  
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F  
**ABONNEMENT SIMPLE** : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :  
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F  
**ABONNEMENT COUPLE** (journal + revue) :  
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F  
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

**ABONNEMENTS ET VERSEMENTS** par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

**REVOLUTION INTERNATIONALE**  
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

## ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :  
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F ;  
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ;  
à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

## BROCHURES

**LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**NATION OU CLASSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
30F + 3F pour frais d'envoi  
**PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE**  
15F + 3F  
**LA DECADENCE DU CAPITALISME**  
15F + 3F  
**L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION**  
20F + 6F pour frais d'envoi  
**LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE**  
30F + 12F pour frais d'envoi  
**SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933**  
13F + 5F pour frais d'envoi  
**BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)**  
10F + 6F pour frais d'envoi  
**LA GAUCHE HOLLANDAISE**  
120F + 12F pour frais d'envoi

**DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.**

Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011  
Directeur de la publication : D. Van Celst  
Numéro de Commission paritaire : 54267

# SEUL LE PROLETARIAT PEUT INSTAURER UNE AUTRE SOCIÉTÉ

A la fin des années 60, la bourgeoisie des pays développés, à travers ses divers canaux médiatiques syndicalistes et sociologiques, croyait pouvoir prétendre que la classe ouvrière s'était "embourgeoisée". Elle devait déchanter après la soudaine grève massive de 1968. Aujourd'hui encore, les idéologues patentés de la bourgeoisie s'appuient sur le déboussolement momentané de la classe ouvrière pour clamer à tue-tête que celle-ci est en voie de disparition, qu'elle n'est plus cette classe révolutionnaire qui hantait l'Europe au début du siècle.

■ Abrutis par la télévision, enchaînés par des crédits à vie, limités par un profond esprit corporatiste qui se confond avec un amer "chacun pour soi", transis à l'idée d'un lendemain inquiétant pour leurs enfants, les prolétaires ne vivaient plus, paraît-il, que dans un repli frileux à peine égayé par les matchs de foot télévisés... Mais en quoi cette triste condition de vie des prolétaires modernes réduirait-elle les ouvriers et employés à une masse informe impuissante, sans perspective ?

## QU'EST-CE QUE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Au début du XIXe siècle, beaucoup d'écrivains socialistes décrivait avec indignation la situation de misère du prolétariat, sorti peu à peu de l'artisanat pour être enrôlé dans des bagnes industriels. Mais, comme l'a souligné Lénine, Engels - avec son livre "La Situation de la classe laborieuse en Angleterre" - fut le "premier" à montrer que le prolétariat n'était pas simplement une classe de pauvres, mais que, de par la situation économique ignoble dans laquelle on le tient, il était poussé sans cesse à la révolte, et plus encore : à se libérer définitivement de l'oppression capitaliste. Engels démontrait déjà à cette époque que l'action économique et politique de la classe ouvrière lui donne conscience qu'elle n'a pas d'autre voie de salut que de changer la société par le socialisme.

La lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui succédait à la lutte entre les maîtres et les esclaves dans l'Antiquité, entre les nobles et les serfs au Moyen Âge, s'accroissait dans la mesure même où le prolétariat se développait, où l'exploitation à laquelle il était soumis empirait, et où il prenait conscience de l'opposition radicale qui sépare ses intérêts de classe de ceux de la bourgeoisie. Du développement même du système capitaliste naissait un antagonisme croissant entre le capital et le travail, d'où la division de plus en plus accentuée de la société en deux grandes classes, la bourgeoisie, qui possède les moyens de production, et le prolétariat, démuné et exploité. Dans ces conditions, ne possédant que sa force de travail, le prolétaire est obligé, pour vivre, de se vendre comme une marchandise, ce qui le réduit lui-même à l'état de marchandise et le subordonne aux lois qui régissent la production et la vente des marchandises. Sa condition est encore aggravée par le fait que le travail, au lieu d'être pour lui l'activité libre, productive, par laquelle l'homme peut s'affirmer en tant que tel, est un travail qui lui est imposé. L'esclave était vendu une fois pour toutes : "L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure..." Le prolétaire isolé, propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise, à qui on n'achète son travail que quand on en a besoin, n'a pas d'existence assurée." (Engels, "Les Principes du communisme".) L'activité salariée du prolétaire n'assure sa vie qu'en le diminuant, et plus la division du travail est poussée, plus il est soumis à des conditions de fatigue et de démoralisation dont il ne peut s'évader. La personnalité du prolétaire lui apparaît sacrifiée "dès sa prime jeunesse, et il n'a aucune chance d'arriver, dans le cadre de sa classe, à des conditions qui lui permettraient d'accéder à une autre classe" (Marx). En 1847, dans l'ouvrage cité quelques lignes plus haut, Engels donne la définition marxiste du prolétariat moderne : "Le prolétariat est la classe de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont les conditions d'existence et l'existence même dépendent de la demande de travail, par conséquent de la succession des périodes de crise et de prospérité industrielle, des oscillations d'une concurrence sans fin. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe laborieuse de l'époque actuelle." Mais Engels prend soin d'ajouter que le prolétariat est à la fois classe exploitée et - surtout - classe révolutionnaire objectivement.

## LA CLASSE OUVRIÈRE S'EST-ELLE EMBOURGEOISÉE AU XXe SIECLE ?

La question ne peut que faire s'esclaffer la plupart des ouvriers au premier abord. Pourtant, au niveau subjectif, les enquêtes sociologiques, les considérations journalistiques, ne se répandent-elles pas tous les jours sur ce constat imparable : la plupart des ouvriers et employés ne se considèrent pas ou plus comme membres d'une classe sociale, a fortiori révolutionnaire, et ont pour toute perspective de finir de payer leur maison et d'ouvrir un petit commerce... Les pourcentages et les chiffres sont là, sociologiquement. Votre voisin de bureau ou collègue d'usine n'en pense pas moins, sociologiquement !

Pour les marxistes, la condition de prolétaire telle que la définissait Engels n'a pas varié d'un iota en cette fin de XXe siècle. Les prolétaires, ouvriers ou employés, sont toujours obligés de vendre leurs bras et leur tête, chômeurs ou actifs, ils restent soumis aux fluctuations de la crise économique capitaliste ; ils vivent dans l'angoisse perpétuelle de se nourrir, se vêtir, se loger, éduquer leurs enfants pour qu'ils trouvent travail.

La conscience que les prolétaires ont d'eux-mêmes en tant que classe sociale est embrouillée par un aspect subjectif au détriment de la dimension objective, historique, de leur rôle, prouvée par la longue expérience du mouvement ouvrier. Cette vision sociologique veut que les ouvriers ne soient plus la "couche misérable" du XIXe siècle que dépeignait, non sans quelque déformation populiste d'ailleurs, Emile Zola dans "Germinal" ou "L'Assommoir", oubliant que, si le moteur à explosion avait remplacé la charrette à bras, la place des prolétaires dans la production n'avait pas changé. Cette vision sociologique veut que les "cols blancs" soient devenus majoritaires, les ouvriers abandonnant eux-mêmes leur bleu de chauffe dans les vestiaires de l'usine pour descendre dans le métro. Cette vision sociologique veut que les ouvriers soient considérés comme des médiocres propriétaires (de leur habitation), des actionnaires au petit pied (primes d'intéressement à l'entreprise)... Le travestissement idéologique de la réalité sociale n'avait pas atteint un tel raffinement au XIXe siècle, quoique, dès les années 1890, alors qu'on assistait à l'émergence des "cols blancs", se faisait déjà jour une remise en cause du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière au travers des thèses du révisionnisme. Edouard Bernstein, leur principal auteur, écrivait alors : "La formation des sociétés par actions contrebalance la tendance à la centralisation des fortunes qui découle de la concentration des entreprises..." Le nombre des possédants augmente... Les classes moyennes ne tombent plus dans le prolétariat.

Contre cette déviation théorique opportuniste qui allait empoisonner la pensée socialiste, la gauche de la IIe Internationale avait immédiatement réfuté point par point Bernstein : l'aggravation de l'exploitation est incontestable, la richesse augmente mais la part du prolétariat dans sa répartition n'augmente pas. La "nouvelle couche moyenne" appelée à effacer les clivages de classes est un leurre ; comme l'avait constaté Marx, la prolétarianisation ne cesse pas, les couches petites-bourgeoises continuent à "tomber" dans le prolétariat. Les "cols blancs" sont condamnés à la marginalité. Le capitalisme ne va pas vers une fin de ses crises cycliques, mais va s'enfoncer dans une crise permanente, dramatique. Pour Rosa Luxemburg, l'anarchie croissante de l'économie capitaliste entraînera l'effondrement du capitalisme mais sous les coups de boutoir de l'élément actif de la révolution : la classe ouvrière.

Ainsi, le courant marxiste du mouvement ouvrier maintient l'affirmation selon laquelle la classe ouvrière ne peut être conçue comme une somme d'individus mais comme classe à vocation historique, destinée à s'unifier par-delà toutes les divisions que lui impose le capital et à prendre conscience de son être révolutionnaire dans et par la lutte. Peu importe ce que pense tel ou tel prolétaire, disait Marx, ce qui prévaut, c'est ce que le prolétariat est contraint de faire comme classe.

## LES TRAVAILLEURS SERAIENT-ILS TROP DIVISÉS POUR PRETENDRE RENVERSER UN JOUR LE CAPITALISME ?

Parmi les objections les plus couramment répandues par ceux qui, bien que ne pouvant nier l'existence de la classe ou-

vière, expriment néanmoins des doutes sur ses potentialités révolutionnaires, il faut en souligner deux :

1°) La classe ouvrière n'est plus la même, les ouvriers sont minoritaires face à la masse des employés, les secteurs traditionnels - mines, sidérurgie, automobile - ont été démantelés. Les ouvriers ont toujours considéré les employés comme des pleutres amorphes qui ne font jamais grève.

2°) Les ouvriers sont divisés, lorsqu'ils font grève ils luttent sur des objectifs catégoriels et restent enfermés dans leur corporation. C'est le règne de chacun pour soi, de l'individualisme...

A la première objection, on peut répondre que dans la vision marxiste, la classe ouvrière n'existe pas comme somme des divers secteurs de l'industrie, des services, de la fonction publique, etc. Elle est certes cela mais plus encore un "mouvement" qui n'existe que par sa lutte économique et politique indépendamment de toute catégorisation professionnelle spécifique ou distinction de race ou de sexe. Au sein de cette classe sociale, les travailleurs de l'industrie ont toujours joué un rôle de fer de lance dans les conflits sociaux - la concentration industrielle favorisant la force ouvrière - mais, particulièrement depuis vingt ans, tant les employés de banque par exemple que les travailleurs des hôpitaux ou des PTT ont montré leur aptitude à lutter sur un terrain de classe. La dynamique des luttes ouvrières qui se sont développées tout au long des années 80, en posant la question de l'extension, montre que la destinée naturelle de l'action ouvrière réside dans le dépassement des clivages corporatifs, dans une union grandissante d'un maximum de secteurs pour contrer les attaques de l'Etat bourgeois.

Le premier patron étant désormais l'Etat, il faut bien constater que, succédant aux secteurs industriels traditionnels (sidérurgie, automobile), l'immense masse des travailleurs des services publics tend depuis 1968 à occuper le centre de l'action déterminante pour l'extension à une multitude d'industries dispersées. En 1936, période ingrate de veille de guerre, seul le secteur privé était en grève ; en 1968, la grève massive du secteur public donna un aspect plus impressionnant au mouvement au point de faire trembler les responsables de l'Etat.

La deuxième objection nous fournit l'occasion de rappeler que, si la classe ouvrière et la bourgeoisie se faisaient simplement face telles deux armées nettement délimitées, tout serait réglé depuis belle lurette, la révolution se serait produite selon la loi du nombre. Mais les travailleurs sont divisés par la hiérarchie des salaires, la concurrence journalière entre eux imposée par le système d'exploitation. Lorsqu'ils entrent en lutte, dépassant souvent très vite les petits corporatismes internes à l'entreprise ou au secteur, ils sont immédiatement confrontés aux lieutenants de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, les syndicalistes, les divers syndicats en compétition pour encadrer et museler la dynamique de la lutte. Ces dernières années nous ont montré concrètement que les questions d'extension de la lutte et de contrôle du fonctionnement des assemblées générales n'étaient pas des utopies sorties de la tête des révolutionnaires. Les travailleurs en ordre de combat n'étaient plus cette masse informe impuissante et frileuse que les syndicats auraient eu pour tâche de guider dans les impasses renouvelées du carcan corporatiste.

Que les déçus à courte vue du prolétariat continuent à se lamenter. Que les ennemis de l'émergence de la force ouvrière soient clairement dénoncés et contrés. La bourgeoisie, elle, n'oublie jamais que la classe ouvrière n'a pas cessé d'exister comme "classe dangereuse", comme son propre fossoyeur. Et elle l'oublie d'autant moins aujourd'hui que l'aggravation catastrophique de la crise économique tend de plus en plus à mettre à nu l'impasse historique de son système. Elle l'oublie d'autant moins que les conditions de misère dans laquelle elle plonge de plus en plus les prolétaires des grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale ne peuvent que les contraindre à reprendre massivement le chemin de l'affrontement. C'est bien cette réalité de la lutte de classe qui viendra apporter un démenti cinglant à tous les mensonges bourgeois prétendant que la classe ouvrière est en voie de disparition.

PH

## Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.